

la gueule ouverte

LES CRÊPES DE LA MORT



sommaire

● RENÉ DUMONT A ROME	p. 3
● LES MULTINATIONALES A L'ÉTABLE (Rodes Dortès)	p. 4
● MARCKOLSHEIM, suite (René Ehni)	p. 7
● UN ŒIL SUR LA PSYCHIATRIE (Roger Gentis)	p. 8
● VINS : LA FRAUDE PARTOUT (Laurent Samuel)	p. 11
● Énergie Nucléaire : LA VÉRITÉ PAS LA TROUILLE (suite)	p. 13

Le Petit Écho de la Merde (p. 8) - Les robots, O.S. mécaniques (p. 9) - La page de Poussin (p. 10) - Attention école (p. 12) - Spectacles (p. 12) - Congrès Nature et Progrès (p. 14) - PTT, Service public (p. 14) - Sur le terrain (p. 15) - Giscard à l'île Longue (p. 15)

● ET LA PAGE D'ARTHUR EST EN PAGE 16 !



NOTRE COUVERTURE

Les experts honnêtes le disent et l'écrivent depuis longtemps: le Téflon, revêtement qui empêche les poêles Téfal d'«attacher» est un produit dangereux à haute température. Mais on continue à tolérer que le trust Dupont de Nemours fabrique (danger) et mette en vente (danger) des millions de poêles Téfal «qualité France». Savez-vous à quelle température le Téflon se dégrade et devient nocif? Moi non plus. La notice en sept langues qui accompagne l'objet précise: «faites votre cuisine à feu modéré». Savez-vous distinguer un feu modéré d'un feu doux et d'un feu d'enfer? Avez-vous un thermomètre pour apprécier la chaleur du Téflon à la 36° crêpe? Petits imprudents!

On dit ça comme ça, dans l'espoir qu'on teste avant de les lancer sur le marché les gadgets à gros sous.

COURRIER

L'AGROBIOLOGIE EN QUESTION

Pas d'accord avec votre article «les consommateurs contre l'agrobiologie» (G.O. n° 24). A vouloir trop défendre vous avez mis les pieds sur un sujet délicat: la pureté. Pas de doute, l'utilisation des articles parus dans «Que Choisir» par le «Pouvoir» est tout à fait dans le ton de la lutte menée contre les paysans de Lemaire et Nature et Progrès, mais cela ne remet pas en cause le bien fondé de ces articles. «Que choisir» fait du bon boulot, il ne faut pas le nier, même si ce boulot est fâcheusement corporatiste, apolitique, etc... Je ne parle pas de 50 millions de Conso, ceux-là, on sait qui ils sont.

L'argument utilisé par Nature et Progrès pour se défendre ne tient pas debout. Il paraît que les échantillons n'étaient pas biologiques! Une

question au passage: qu'est-ce qui est réellement bio, sans équivoque? Il n'y a pas de réponse. Il n'y a pas deux analyses semblables, dit-on. Celles alors de N. et P. n'ont pas plus de valeur que celles de Que choisir.

Vous auriez pu faire le point intelligemment sur l'agrobio et ses produits mis en vente (trop chers pour une bourse de prolo, là aussi il y a beaucoup à dire). Pas de chance, vous êtes tombés dans le piège à con d'un parti pris fondé sur la croyance! Nous ne voulons pas de croyances, mais des certitudes mesurables.

Bon. Je me casse. Une chose en passant: jusqu'à présent les lecteurs de la G.O. (j'en suis depuis longtemps) sont plutôt des consommateurs, très rarement des participants. A ce sujet, épargnez-nous les déclarations d'intention, on veut des actes. Publiez ces quelques mots et ouvrons le débat sur l'agrobio, sur le commerce des produits bios, sur les prix.»

Biscarrat Serge (Bordeaux)

* * *

Bien sûr, tout n'est pas parfait dans l'agrobio mais tu vois, sans faire de «croyances», je préfère encore ça à l'agrochimie. La différence entre les produits bio et les autres, faut vraiment être pas gâté du côté goût et odorat pour pas la faire. Et puis l'essentiel je l'ai dit à la fin de l'article: les uns sont vivants et les autres morts ou bien malades. Et puis tu sais bien que pour le même poids, l'agrochimie te vend surtout du vide ou de l'eau. Question prix: Trouves-moi le moyen de produire des aliments bio moins chers qu'actuellement, alors que tu sais très bien que c'est l'agrochimie qui fait les prix agricoles scandaleusement bas en produisant de la merde à grands rendements purement artificiels.

Quant aux prolos, puisque tu parles pour les prolos, le problème est qu'ils puissent réellement choisir entre les producteurs d'engrais bio et les trusts chimiques. On verrait alors qu'ils

choisiraient contre Pechiney, contre le nucléaire, contre Concorde, etc.

Pour en terminer maintenant avec «Que Choisir» et l'enlever tes dernières illusions à son sujet, je vais être très méchant, comme m'y invite Arthur à propos d'une récente étude de produits.

«Que Choisir» fait du bon boulot, dis-tu, quant il ne passe pas son temps à descendre en flammes l'agrobiologie. Bien sûr, il décerne par exemple la palme d'or de la «télé couleur» (à 4.000 F pour les prolos...) au trust américain ITT Océanic. Ce jour-là, «Que Choisir» aurait fait un meilleur boulot s'il avait précisé que c'est aussi les flics d'ITT qui ont installé Pinochet au Chili. Mais Que Choisir n'a pas précisé...

Oui, le débat sur l'agrobio est ouvert.

Non-lox.

ISABELLE MONTE EN CHAIRE

«La Gueule Ouverte» est fabriquée à Paris. La plupart de ses collaborateurs sont des intellectuels petits bourgeois, du moins d'origine, même s'ils ont jeté gourme et bonnets par dessus les tours des cités pour aller vivre biologiquement dans d'aimables campagnes... Les lecteurs?... On ne sait pas bien qui sont les lecteurs. En tout cas, ce ne sont pas les mineurs de Faulquemont. Ceux-ci ignorent jusqu'au nom de notre hebdomadaire, bien que quelques exemplaires en soient visibles à la Maison de la Presse locale.

Faulquemont?... J'en reviens. J'écris dans le train du retour. J'ai envie de dire Faulquemont l'enfer, Faulquemont le bagne, Faulquemont la punition. Faulquemont, sinistre bourgade de Moselle, pays minier. Sous un ciel gris, le genre d'architecture que j'appelle architecture de hangar: toits plats, pilotis, murs de béton, boutiques uniformément froides. Sur la colline, disseminés dans la forêt, les logements de mineurs avec leur petit jardin ouvrier, poireaux, laitues montées, choux violets, pommes tombées, terre noire, humide, feuilles mortes dorées lourdes de pluie. Tout ça calfeutré, bouclé, discret à l'extrême. Respect du repos dominical? En deux jours, je n'ai vu dans les rues que quelques hommes se rendant au bistrot pour la partie de tarots, et pratiquement pas de femmes ni d'enfants, sinon à la sortie de la messe.

Faulquemont, c'est aussi la mine. «La plus moderne d'Europe». Si ces installations sont modernes, je me demande à quoi ressemblent les mines dites vétustes?... Ici, la construction date apparemment des années trente. Gigantesque assemblage de cubes en brique rouge noircie par le poussier. Ascenseurs et wagonnets (les «berlines», disent les mineurs) cabossés comme dans les films d'avant-guerre. Rails, rouille, grisaille. On fait les trois-huit, on a vingt-cinq minutes pour manger. On aura, un jour, presque inéluctablement, la silicose, de l'asthme ou une de ces troubles maladies réunies pudiquement sous le vocable de pneumocognose. On risque les mutilations, trépanations, fractures diverses, l'invalidité, la mort.

Pourtant les mineurs de Faulquemont refusent qu'on ferme leur mine, décision prise par les houillères de Lorraine (1). D'abord, ils ne peuvent pas supporter l'idée qu'en période de pénurie énergétique, on laisse dormir sous terre des milliers de tonnes de bon charbon (le «flambant sec», à rendement thermique excellent) facilement accessibles sans grand investissement. Ils pensent que le contribuable a son mot à dire, et que là, plus qu'ailleurs, le contribuable c'est eux.

Et puis surtout, la mine (pas n'importe quelle mine, celle de Faulquemont et pas une autre) c'est toute leur vie. Ils y sont presque tous entrés à l'âge de quatorze ans, il y a quelques vingt ou trente ans de ça. A l'époque, dans la région, il n'y avait rien d'autre. Vivre, c'était être mineur. Et mineur, c'était un beau métier, «le plus beau», utile à la nation, productif, indispensable à chaque foyer comme à l'essor industriel.

Certains, pour que la fermeture se passe en douceur, ont été, cette année, mutés ailleurs avec de grands avantages matériels. D'autres mis à la retraite anticipée au bout de trente ans de mine. Quatorze plus trente, compte, ça ne fait jamais que quarante quatre. Ça te fait rêver, hein? Eh bien pas eux. Ils sont désespérés, les retraités: ils ne sont plus utiles. Révoltés, les mutés: ils ont quitté LEUR mine...

Non. Les mineurs de Faulquemont ne lisent pas, ne peuvent pas lire «La Gueule Ouverte».

Comment trouver le langage commun? Nous arrivons, la mine enfarinée avec notre droit à la paresse, ils nous parlent fierté du travail. On les ferait bien rigoler avec les cancers de civilisation et la pollution des villes, eux pour qui la silicose est aussi naturelle que la vieillesse. On a l'air malins avec notre marginalisme, eux qui savent à combien d'heures de travail au fond correspond le chargement quotidien de chacun de nos petits poêles à charbon.

Eux sont magnifiques et nous, nous avons raison. Comment s'entendre?

Comment s'entendre aussi avec les militants du progrès industriel qui nous diront que, si le charbon est plus écologique, moins pilleur du tiers monde que le pétrole ou le nucléaire, il suppose l'existence d'esclaves sous-terrains? Gênant en effet...

Comment s'entendre?

Comment écrire? Comment parler, à qui parler de changement de civilisation, assis confortablement à l'intérieur d'une civilisation où il y a un tel décalage de personne à personne, de lieux à lieux, de mœurs à mœurs, d'esprit à esprit?

Isabelle

(1) La semaine prochaine dans «La Gueule Ouverte» le point de vue des syndicats du sous-sol.



QUE FAIT RENÉ DUMONT A ROME ?

Pilleurs du Tiers monde, nous prétendons lui fournir une aide.

A Rome, se tient la conférence mondiale de la F.A.O.

En fait, ce sont trois conférences, deux officieuses et une officielle. Le 23 octobre, j'étais à Rome avec des organisations non gouvernementales et « Mani tesi » (mains tendues), organisation italienne d'aide au tiers monde, pour y signaler l'insuffisance déjà certaine de la conférence officielle. J'ai pu, en effet, prendre connaissance des deux grands documents préparatoires sur « le problème alimentaire mondial ».

Ces deux études soulignent certes la gravité de la situation alimentaire mondiale et présentent une série de propositions pour y remédier. J'estime cependant qu'elles :

- sous-estiment grossièrement la gravité de la situation;
- surestiment l'efficacité des mesures proposées;
- ne vont donc pas assez loin dans leurs propositions.

1) Dès 1966 j'écrivais un livre intitulé : « *Nous allons à la famine* » et je n'ai jamais partagé l'optimisme de 1970, avec la Révolution Verte. La famine est là, non seulement au Sahel et en Ethiopie, mais dans le sous-continent indien (Bangladesh, Bengale, Bihar et autres états de l'Inde) à titre endémique. Le village du Bangladesh s'enfonçait dans une malnutrition croissante, un chômage plus prononcé. Alors qu'il y a, dans chaque village, tant de travaux utiles (curage de réservoirs, amélioration du nivellement des réseaux d'irrigation, du drainage...) à faire, un bon tiers de la population rurale reste sans travail et sous-alimentée une bonne partie de l'année. Avec les structures actuelles, ceci ne peut que s'aggraver année après année.

L'Afrique Orientale, Java, le Nord-est du Brésil, les Andes et bien d'autres régions du Monde voient aussi leur situation alimentaire se détériorer.

2) Les mesures proposées par ces études de renforcement de l'aide extérieure, de constitution d'un Office alimentaire mondial, avec fonds de développement agricole, sécurité et aide alimentaire accrue seront tout à fait insuffisantes. Il faudrait mettre plus d'accent sur l'utilisation des fumures organiques, qui doivent recevoir une attention au moins égale à celle des fumures minérales.

Il apparaît à ceux qui ont suivi ces problèmes depuis un quart de siècle que ces propositions seront tout à fait insuffisantes. Revenons au paysan bengali : S'il fait un effort supplémentaire, il sait que la plus grande partie du surplus ainsi obtenu ira au propriétaire (s'il est métayer, celui-ci prélève encore - illégale-

ment - la moitié de la récolte brute); à l'usurier, s'il est endetté; au commerçant à qui il doit souvent racheter, peu avant la récolte suivante, partie de ce qu'il lui a vendu de la récolte précédente; au fonctionnaire enfin, qui dirige une partie des engrais de la distribution officielle sur le marché noir, pour prélever au passage sa dime.

3) Il faut donc aller plus loin dans les propositions. Le Bangladesh généralise actuellement un plan de développement rural intégré reposant sur l'expérience dite de Comilla (épargne rurale, meeting hebdomadaire, coopérative de crédits). Or en 1973, les paysans des villages du district même de Comilla que j'ai pu étudier étaient encore en majorité dans les mains des usuriers et de ces commerçants; même si des progrès notables y avaient été accomplis.

Tant que les « potentats » des villages dominent ceux-ci, ils continueront à exploiter les paysans, à gérer à leur profit toutes les institutions qu'on y établira. Il faut donc envisager d'aller plus loin dans le domaine politico-économique si l'on veut réellement endiguer la famine menaçante. Ces actions peuvent être divisées en deux grands groupes :

celles relevant des pays riches, dits développés; et celles relevant des pays dominés dits « en développement ».

4) Politique des pays développés.

a) Nous appelons « développement » l'impulsion dans ces pays dominés de notre type de civilisation, de notre société de consommation hiérarchisée, dont le meilleur symbole est l'automobile particulière autour de laquelle elle est bâtie. Les minorités privilégiées au pouvoir dans ces pays doivent donc prélever pour vivre cette « surconsommation » une part excessive du produit brut trop modeste de ces pays; au dépens de l'équipement de leur agriculture, de leur industrie; et voici la famine!

b) Nous les avons introduits dans le cycle de l'économie monétaire, les induisant à vendre leurs excédents des bonnes années, au lieu d'en faire des réserves. Les orientant vers les cultures d'exportation (arachides et coton en savanes), au dépens des cultures vivrières, et du développement de leurs marchés internes. En sous-payant les cultures (comme aussi le pétrole et les minerais) par l'échange inégal, nous avons « pillé le Tiers-Monde ». Ce que mesure son endettement, alors que nous prétendons lui fournir une aide (1).

c) L'enseignement, type français ou anglais, détourne les écoliers de l'agriculture. Il y faudrait substituer une alphabétisation fonctionnelle, suivie d'une formation permanente des paysans « cultivant », totalement différente de la scolarisation.

d) Suppression de la grande majorité des dettes actuelles au moins pour les 34 pays dits en « situation difficile » du fait des hauts prix des engrais, des céréales, etc.

5) Politique des pays dominés.

La réforme agraire devrait enlever le pouvoir aux potentats des villages. Dans le cas du Bangladesh, les 5% d'exploiteurs sont les prin-

cipaux soutiens du parti au pouvoir, la ligue Awami; donc le support du gouvernement actuel, qui n'a pas la possibilité de se passer d'eux.

J'ai proposé pour ce pays un fonds commun collectant l'impôt foncier pour mettre au travail d'aménagement hydraulique les chômeurs de chaque village. Mais qui le gèrera et au profit de qui? Avec le budget national du Bangladesh on fore des puits tubés (tube wells) autour de Comilla, et on les cède aux coopératives agricoles pour le dixième de leur coût. De ce fait les paysans peuvent sans dommages sous-utiliser ces équipements, ce qu'ils font.

6) Le développement de l'irrigation commence par la discipline de l'eau. Du Danrodar de l'Inde à Sri Lankar (Ceylan) celle-ci est terriblement gaspillée, car le paysan n'a aucun intérêt à l'économiser. Le jour où l'eau sera payée en proportion du volume (mètre cube, pied cube...) réellement utilisé, chacun s'ingéniera à l'épargner. A Ceylan, on met souvent trois à quatre fois trop d'eau par hectare, et par conséquent on irrigue le tiers ou le quart des possibilités réelles des barrages.

La Banque mondiale y finance l'aménagement intégral du grand fleuve de cette île, le Mahavelli. Autour de Kandy, les petits barrages en terre coûtent dix fois moins cher à l'hectare, cent fois moins en devises étrangères et sont utilisables à plein dès le jour où ils sont finis: la petite hydraulique et la refonte et discipline des réseaux existants méritent une absolue priorité sur les nouveaux grands barrages.

7) Le prélèvement des minorités privilégiées urbaines.

Au Togo, l'office national d'exportation de cacao, de café et de coton verse aux paysans producteurs, en moyenne de ces trois dernières années, 40% du prix obtenu à l'exportation. Les 60% restants vont au budget, qui le gaspille pour les privilèges de la ville ou des aménagements touristiques.

Le paysan ainsi volé de la plus grande partie de son travail ne peut plus moderniser son système de culture. Les denrées d'exportation, accaparant la majorité des bonnes terres, l'obligent à cultiver ses vivres (manioc, igname...) sur des pentes excessives, d'où aggravation de l'érosion. Sur les plateaux des Dayes, il doit réduire les jachères, abimées par les feux de brousse. Pour passer à la jachère pâturée, à l'association agriculture-élevage, qui lui permettraient de produire plus de vivres et de protéger le milieu-naturel, il lui faudrait investir beaucoup: or, on le vole de toutes ses sources d'investissement. J'ai relevé avec plus de détail des faits analogues au Sénégal, où l'excès d'arachide ruine les sols (Kayor de Louga) et où les prélèvements des urbains interdisent presque tous les progrès agricoles (2). Les études précitées ne peuvent souligner les faits avec la même netteté.

8) L'explosion démographique a été acceptée à la Conférence de Bucarest, notamment par la majorité des pays africains, qui disent « développement d'abord ». Mais ces gouvernants ne sont pas prêts à renoncer à leurs privilèges, qui interdisent et interdiront, tant qu'ils

ne changeront pas radicalement, tout progrès rapide des productions vivrières. Dans les dix dernières années, l'importation des céréales en Afrique est passée de 1,7 à 7 millions de tonnes, donc a quadruplé. La dévastation des sols du Sahel, de l'Ethiopie, d'une partie de l'Afrique Orientale, les difficultés des cultures vivrières en zone forestière à pluviosité excessive, font qu'il est peu probable que cette tendance puisse être modifiée dans les prochaines années. A moins d'une réduction massive, à la fois des cultures d'exportation (3) et des prélèvements urbains: deux phénomènes liés, car les devises ainsi gagnées au-dehors permettent d'accroître les importations somptuaires.

9) L'arme stratégique céréalière.

Dans la disette mondiale qui est en train de s'installer, la rareté des céréales va donner à leur détenteurs une puissance économique, donc politique, littéralement terrifiante. Il s'agit du Canada et surtout des Etats-Unis qui commandent déjà pratiquement tout l'appareil financier (FMI, Banque Mondiale...). Les pays qui auront besoin d'acheter de plus en plus de grains risquent de se voir poser des conditions de plus en plus draconiennes, donc de renforcer leur état de dépendance néo-colonialiste.

10) La surconsommation de viande.

L'an dernier (1973), le bétail des pays riches a consommé 385 millions de tonnes de grains, autant que 2 milliards d'asiatiques et d'africains. Comme il sera très difficile, dans les prochaines années, d'ajuster le croît de la population et celui de la production alimentaire des pays en développement, il faut envisager dès maintenant :

- de réduire la consommation de viande des pays riches;
- donc de réduire l'élevage des bovins à viande à base de grains;
- et d'accroître la consommation humaine directe des poudres de lait, farine de poisson, tourteaux de soja et d'arachide, et céréales, actuellement donnés au bétail.

11) Sortir des lois du marché.

Mais les pauvres n'auraient pas les moyens dans le système économique actuel, d'acheter ces denrées. Pétrole et aliments ne doivent plus être considérés comme des « marchandises ordinaires ». Les ressources rares, non renouvelables de la planète non plus. Le moratoire des dettes actuelles serait le premier pas « hors du marché ».

La famine est, avec la pollution, le constat d'échec le plus flagrant de l'économie capitaliste. La survie de l'humanité exige qu'on en sorte très vite (4).

René Dumont

(1) Cf. Tibor Mende, *De l'aide à la réalisation*, les leçons d'un échec, « Le Seuil », Paris, 1972.

(2) Paysannerie aux Abois (Ceylan, Tunisie, Sénégal) par René Dumont, « Le Seuil », 1972.

(3) Pour café, thé, cacao, épices, plantes à parfum etc. la réduction concertée de la production serait le meilleur moyen de protéger le cours de ces denrées qui ne présentent pas un caractère de nécessité absolue.

(4) L'utopie ou la mort de René Dumont est en vente en livre de poche au Seuil, (8 F). René Dumont, agronome de la faim (autobiographie politique) paraîtra chez Robert Laffont, fin novembre.

LES MULTINATIONALES A L'ÉTABLE

*Il est impossible de reconnaître,
sur l'égal du boucher, un veau de lait d'un veau de batterie.
Alors prudence, ne mangeons plus de veau !*

Vingt-huit députés seulement étaient présents le 13 juin pour décider d'une loi concernant 52 millions de Français. Cette loi aboutit à rendre libre la distribution de toute substance médicamenteuse dans les «aliments d'adaptation» pour le bétail. Elle libère la vente de tous médicaments destinés aux animaux de compagnie. Bien que ce texte tienne compte des médicaments réputés dangereux et soumis à la législation des toxiques, il prévoit tant de dérogations – y compris pour «toutes les personnes physiques et morales» – qu'il n'y a, pour ainsi dire, plus aucune réglementation de la pharmacie vétérinaire.

Entre les grands trusts chimiques et le public, les vétérinaires formaient un certain écran. La loi lève cet obstacle à l'appétit des sociétés qui jetteront librement sur le marché, des produits dangereux, au mépris de la santé de l'animal et de la qualité des produits d'origine animale.

Cette semaine, on en discute au Sénat. Les vétérinaires, en signe de protestation, ont fait

grève lundi. C'est la première grève des vétérinaires, événement important, même s'il est limité dans un esprit corporatiste.

Devant la vive réaction des vétérinaires, les députés rapporteurs du projet ont dû faire machine arrière et reconnaître que la chose a été soumise un peu précipitamment à l'Assemblée (Qui donc était si pressé? Ils reconnaissent aussi qu'ils ont préparé ce texte avec des vétérinaires non-praticiens, c'est-à-dire avec des vétérinaires qui travaillent dans les grands laboratoires pharmaceutiques !

Les multinationales tiennent nos campagnes.

Le champ est libre pour la bataille entre les plus voraces. Si les vétérinaires s'inquiètent aujourd'hui de leurs prérogatives, du peu de cas qu'on fait de leur autorité, qu'ils poussent un peu la réflexion. On les verra peut-être alors s'interroger sur le cercle vicieux qui leur fait prescrire «Sandoz» pour chasser les maladies apportées par «Sanders».

La veille du vote discret de cette loi, trois vétérinaires, un directeur de laboratoire, un négociant, un promoteur industriel et des éleveurs étaient jugés à Agen sur une affaire de détention, vente et utilisation de substances à base d'œstrogènes. Tous les prévenus furent condamnés, sauf les vétérinaires.

Le scandale remonte à novembre 72. Sur les traces d'une faillite frauduleuse, le juge d'instruction découvre cent mille comprimés d'hormones artificielles. Les trois dirigeants des laboratoires Solavé, dont un vétérinaire, se retrouvent **mis en prison!** Tollé général chez les notables comme chez les paysans. Le Lot-et-Garonne est le premier département éleveur de veaux en batterie. Pressions. Au bout de trois semaines, les inculpés sortent de taule. Quelque temps après, le juge d'instruction présente sa démission. Qui sait pourquoi?... Mais elle a mis le fer dans la plaie et la justice devait suivre son cours.

Au cours du procès, on en voit de toutes les couleurs. Un maquignon inculpé déclare : «J'implante systématiquement les vingt mille bêtes qui passent entre mes mains chaque année». Le Dr Giraud, vétérinaire, ajoute : « On a inculpé trois vétérinaires, il y en a mille en France qui implantent. Compte tenu des transports d'animaux et de l'univers concentrationnaire dans lequel ils sont confinés, la technique de l'implant était la seule valable, la seule efficace ». L'avocat déborde : « Il y a des victimes, ici, ce sont les inculpés, atteints d'une sorte de vague à l'âme biologique ». Me Tixier-Vignancour, lui-même, conclut, versant dans la confusion et la démagogie : « Les implants, c'est des vaccins ».

Un accusé affirme : «c'est la seule technique qui permette le veau en batterie». Il faut bien voir, en effet, l'aberration de ce type d'élevage. Les veaux, sevrés à trois jours, font souvent 500 à 1000 km de camion avant d'arriver, épuisés, dans un tunnel en batterie. C'est le «stress» de sevrage, voyage, parage. Et quel parage! Coincé dans son box de contention, le veau ne peut ni se tourner, ni sortir la tête des barreaux. Il ne voit jamais le jour. On fabrique ainsi des veaux systématiquement anémiés, par concentration de 100, 500 voire 10000 aux USA.

Pour l'agrochimie, l'hygiène naturelle (soleil, herbe, espace, pis de la mère) est trop chère. On compense cela par le maximum de chimie possible. Pour bien des éleveurs, les hormones, c'est la potion : castration chimique, gain de poids, résistance au stress du tunnel. Pas compliqué : les hormones se présentent en fioles à injecter, ou bien en granulés. Avec une seringue spéciale, on glisse douze granulés sous la peau du cou. C'est ce qu'on appelle les implants (hormone naturelle). Rentable : la cartouche de douze revenait 0,80 F à Solavé qui revendait ça 5 F aux éleveurs. Les bêtes gagnent alors entre cinq et dix kilos, bonne affaire! Même résultat avec les hormones naturelles. Mais elles coûtent nettement

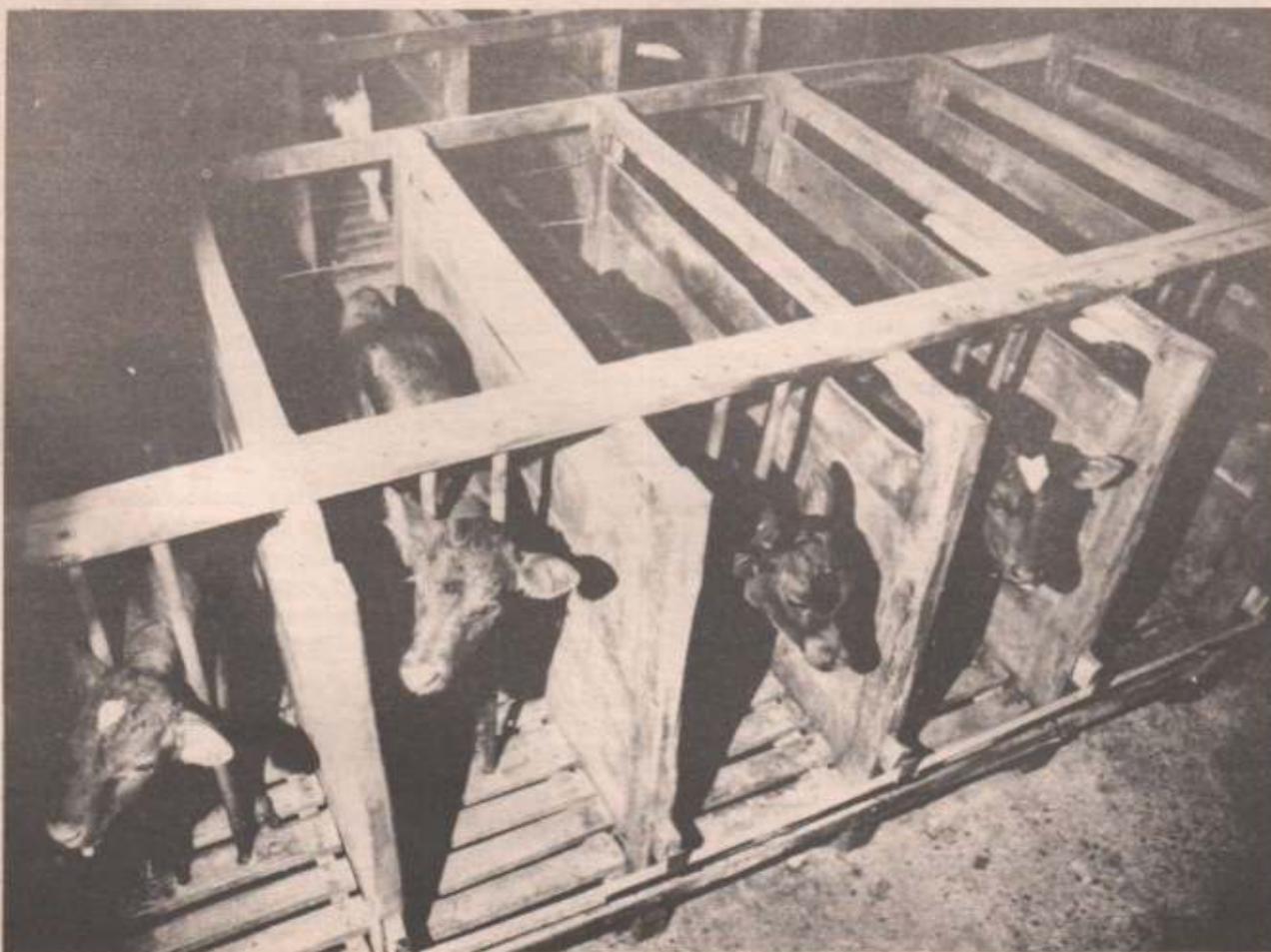


Photo Aja - Christian Weiss

Une vie concentrationnaire...

plus cher; d'où la faveur pour les hormones de synthèse.

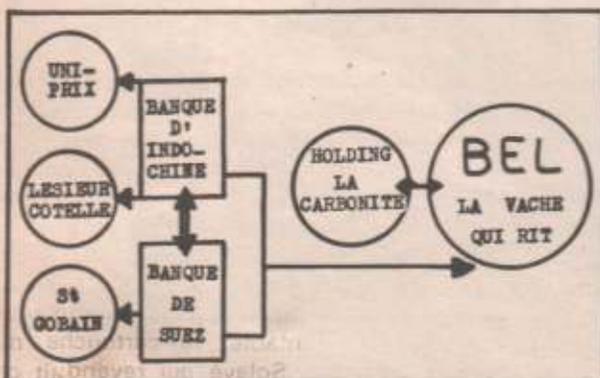
Moins chères, mais plus dangereuses, ces substances (cyclotob, hexidiol, DES) ne sont pas métabolisées. **On les retrouve dans la viande, même après cuisson.** Le Pr. Perrault a déclaré: «Le DES peut déclencher le cancer à long terme. On a montré les effets cancérigènes sur des rats nourris avec de la viande traitée au DES à des doses très faibles». On imagine la formidable accumulation des produits nocifs dans l'organisme, et la cumulation possible de leurs effets sur les racines mêmes de la vie: l'hérédité.

L'Encyclopédie Médicale Chirurgicale de 1974 rapporte que des cancers du vagin ont été constatés sur des adolescentes dont les mères avaient absorbé des hormones de synthèse quinze ans plus tôt. La nocivité de ces substances est telle qu'un arrêté du 8 avril 1973 interdit à la vente toute viande contenant un centième de milligramme de ce produit par kilo. Mais cet arrêté n'existait pas encore lors du délit d'Agen (1972). En fin de compte, seuls furent condamnés dans cette affaire les colporteurs et les éleveurs: les vétérinaires ont le droit, eux, de prescrire des hormones (d'où l'importance de cette nouvelle loi discutée actuellement au Sénat). On le voit, les consommateurs ne sont guère protégés. Il est impossible de reconnaître sur l'étal du boucher un veau de lait d'un veau de batterie. Alors prudence, ne mangeons plus de veau!

Le veau n'est pas seul en cause. Tous les animaux sont aujourd'hui «forcés» aux antibiotiques: volailles, lapins, porcs, et même ovins et truites. En principe, la loi interdit de vendre à la consommation un animal qui a reçu des hormones ou des antibiotiques dans les trois mois précédents. En fait, d'après un rapport de l'Académie de Médecine (7 mars 72), 58% des porcs, 36% des veaux et 7% des bœufs à l'étal présentaient des résidus d'antibiotiques. Les quarante inspecteurs vétérinaires ne sont pas suffisamment nombreux pour contrôler les abattoirs, et surveiller une situation qui empire. Quant au consommateur, on ne le voit pas encore prélever des échantillons pour des analyses!

« Pour moi, les implants, c'est le catéchisme ».

Ainsi s'exprime le vétérinaire Delpech à l'audience. Oui, il faut vraiment être soutenu par la puissante mystique du fric et de l'agrochimie pour raconter encore aujourd'hui qu'ils s'agit d'élevages «rationnels et scientifiques». Ces optimistes ont-ils senti la puanteur de ces élevages? Ont-ils consommé de ces produits? Et lorsque le Pr. Ferrando de Maisons-Alfort, Président de la Commission ministérielle de l'élevage, raconte qu'il «n'existe pas de mésusage des antibiotiques en France», on croit rêver! Cela tourne à l'imposture. Regardons les étiquettes des trusts des aliments de détail: c'est à qui mettra



Voici un produit d'un siècle d'exploitation capitaliste: haut-de-forme et gros cigare. Dans les machoires de quelle multinationale tombera ce bon fromage?

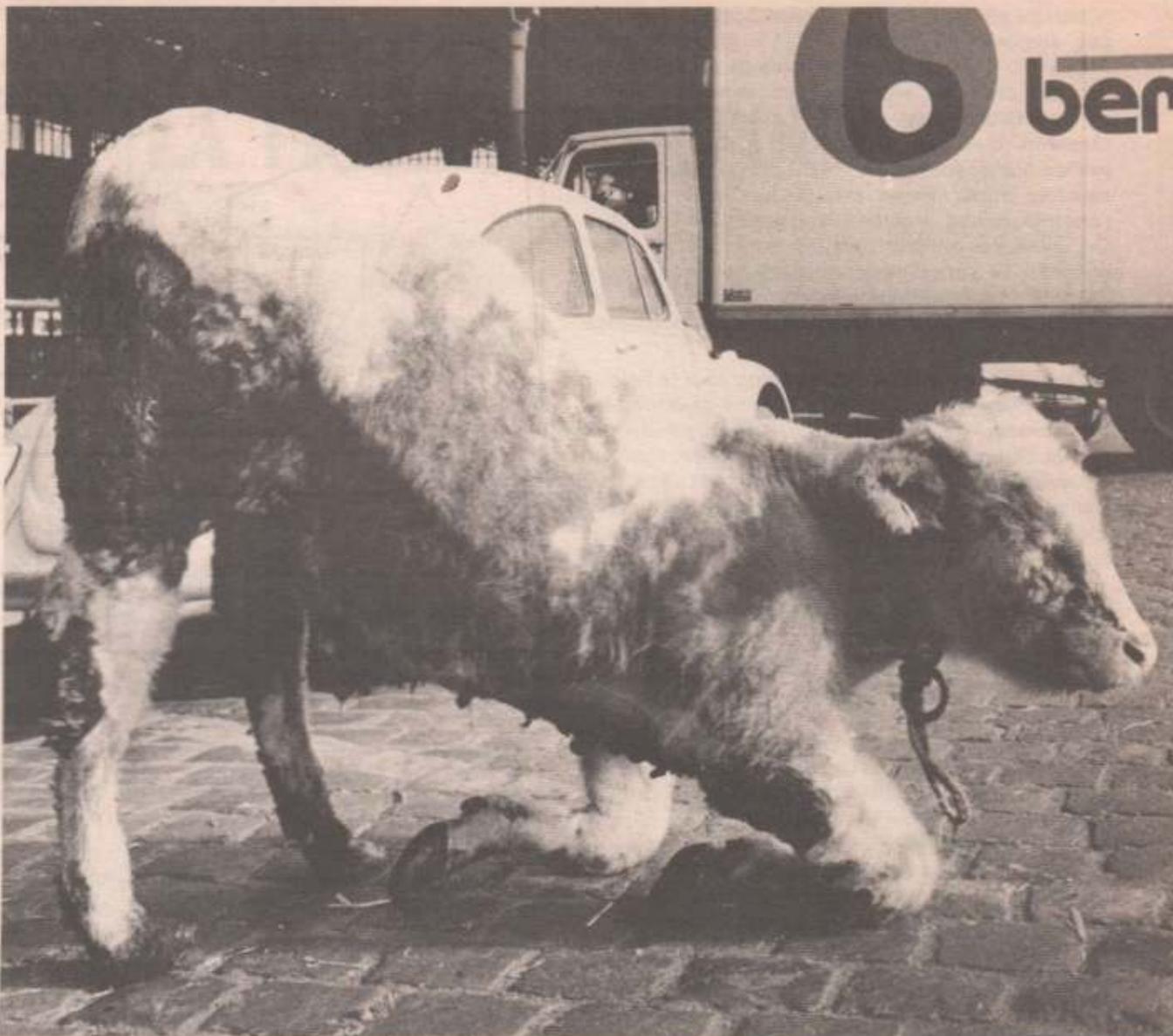


Photo Adja - Christian Weiss

... un corps atrophie...

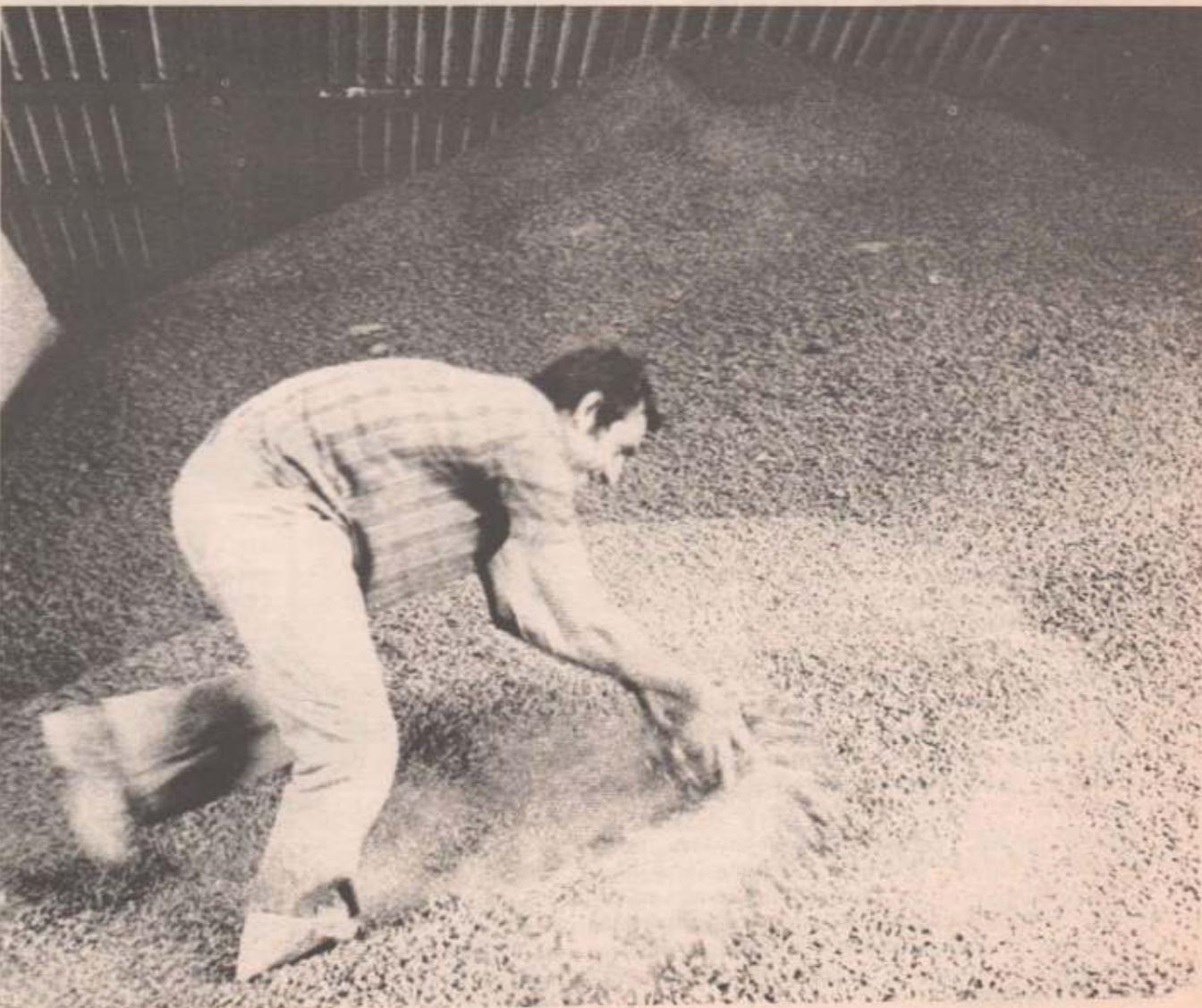


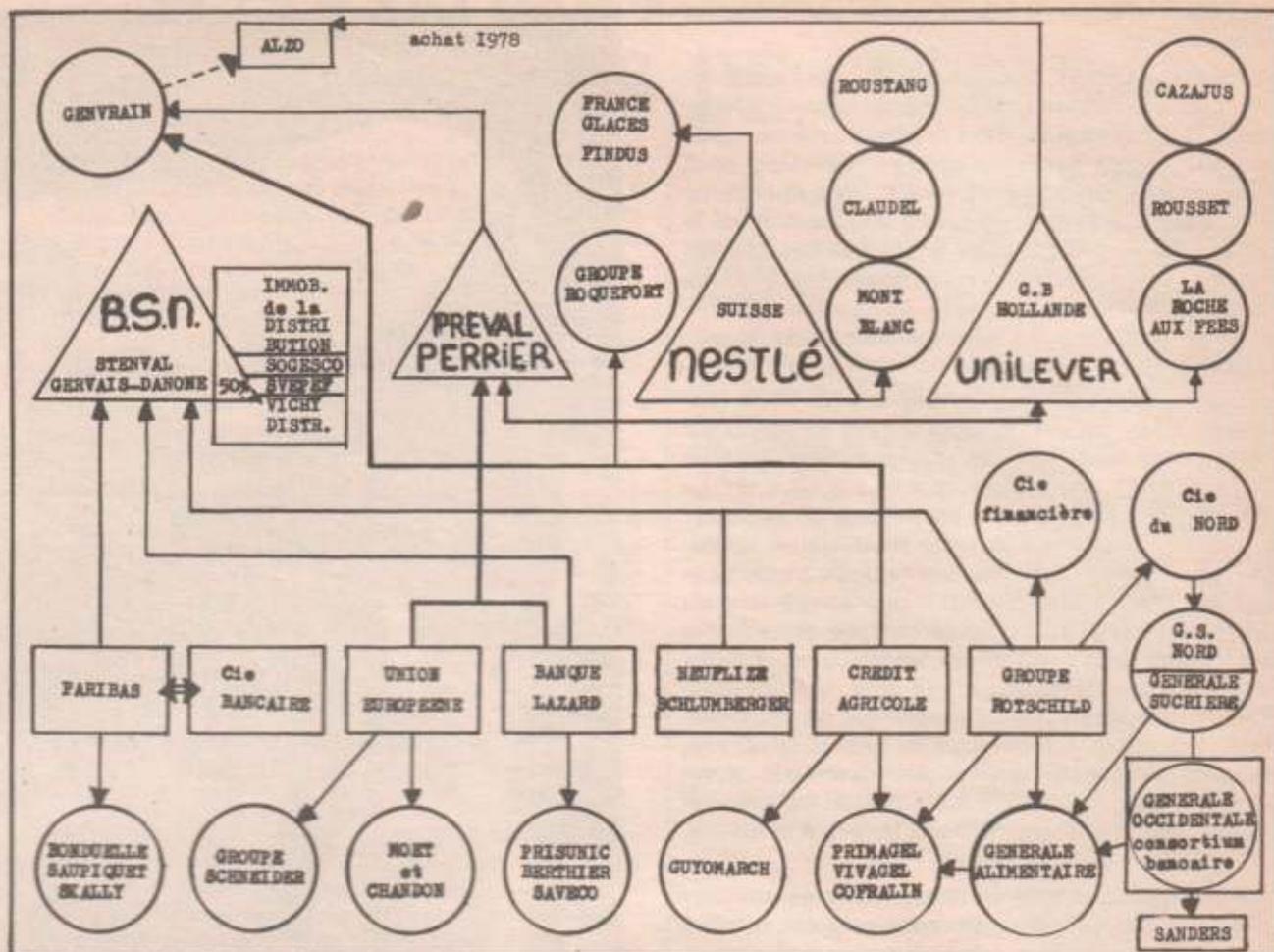
Photo Adja - Bijanide

... une nourriture dénaturée...

le plus de pénicilline ou de terramycine. En moyenne, ces aliments en contiennent 15 grammes pour 100 kilos. Sans compter les fioles de un litre qu'on déniche chez les éleveurs. Les dangers pour le consommateur sont pourtant graves et connus : réactions d'allergie diverses, et surtout accoutumance aux antibiotiques. Peu à peu se forment des souches microbiennes résistantes, et le jour où l'homme tombe malade, l'antibiotique n'agit plus. On utilise des antibiotiques qui, comme le chloramphénicol, ne sont plus administrés à l'homme qu'en dernière extrémité (typhoïde). Pour Reding et « Que Choisir », le chloramphénicol est cancérigène à dose prolongée.

Au fait, qu'y a-t-il dans ces aliments pour le bétail ? Des farines de céréales, de la luzerne déshydratée, des tourteaux de soja, de tournesol, d'arachide, des farines de poisson. Rappelons que pour faire un kilo de viande, il faut sept kilos de protéines végétales. Chaque sac de blé destiné aux élevages en batterie est un sac de moins pour le Tiers-Monde. Chaque kilo de viande consommée par l'occidental surnourri correspond à quinze jours de céréales pour un habitant du Tiers-Monde. La forte consommation de viande de l'occidental moyen apparaît comme un luxe qui ne peut pas durer : les ressources en protéines végétales sont insuffisantes.

Pour le capitalisme, tout est bon à prendre. Une usine fabrique des protéines pour volailles à base de déjections de poulets. On songe au film « Soleil vert ». D'ores et déjà, la course s'engage entre les multinationales pour contrôler l'industrie alimentaire, le second secteur économique du pays. Qui l'emportera ? Unilever-Sanders, premier trust européen ? Ou BP qui fabrique déjà 20 mille tonnes de protéines de pétrole (micro-organisme se nourrissant de paraffine ou de fuel) ? On compte d'abord l'utiliser pour les veaux, comme on le fait déjà pour les acides aminés et l'urée de synthèse.



Pour parler franchement, votre alimentation m'intéresse ! Les quatre grandes banques d'affaires contrôlent les entreprises françaises, du moins celles qui ne sont pas encore rachetées par les trusts américains ou supplantées par les multinationales. Au premier rang mondial, Nestlé suivi d'Unilever. B.S.N. est le premier groupe français. (Les deux tableaux de notre dossier ont été réalisés à partir d'un organigramme établi par un groupe de recherche en géographie rurale de la fac de Toulouse.)

La crise de l'élevage : l'ethnocide paysan.

L'élevage est en crise. Plus qu'à une simple crise économique, c'est à un exode rural contraint et forcé qu'on assiste. Pour le paysan, le prix du bétail a baissé de 30% en un an alors que le coût de la vie et ses coûts de revient ont progressé de 18%. Le prix du bétail s'est effondré à la suite de la multiplication des élevages en batterie : surproduction et dégoût des consommateurs. Pour les technocrates, la crise est une aubaine : comme dit Viançon-Ponté, « On a laissé, par démagogie trop de paysans dans les campagnes. La technocratie a besoin de faire le désert pour installer les industries de l'élevage. Désormais, l'agriculture est passée sous la coupe de l'industrie. Beaucoup d'éleveurs passent les contrats avec les industries du type Sanders ». Le prix des aliments pour bétail augmente, le prix de la viande baisse. Les petits font faillite, les gros maquignons ramassent. Du fait du décalage constamment entretenu par l'État entre prix industriels et prix agricoles, l'agriculture est colonisée et intégrée par l'industrie. Pour Mansholt et Vedel, il ne doit rester que 600 000 paysans en France en 1985 et il faut réduire la surface cultivée. Les syndicats agricoles demandent des subventions mais, excepté le MODÉF, ils ne remettent pas en question l'exode rural !

Pour le cheptel, l'herbe va devenir un luxe ; pour le consommateur, la bouffe ressemblera à une corvée nécessaire. Le Tiers-Monde continuera à crever de faim tandis que les derniers réfractaires à la société de consommation, les paysans, enrichiront les livres-musée qu'on ouvre pour les enfants, le soir à la veillée.

Rodes Dortès



... nous produisons des monstres pour les bouffer.



Illustration de Cabu piquée à Charlie Hebdo

MARCKOLSHEIM ! MARCKOLSHEIM ! MORNE PLAINE (suite)

... Les alsaciens n'ont pas
le même sens de l'humour que les chevaliers d'industrie...

RÉSUMÉ DES CHAPITRE PRÉCÉDENTS

PRÉHISTOIRE: L'Alsace est tiède dans ses lambeaux de forêt de vignes et champs. La ville de Munich expulse les « Chemische Werke » de son territoire: « Cette usine produit des stéarates de plomb, elle pollue. La toxicité du plomb est connue depuis longtemps. Il s'attaque au système nerveux, provoque des troubles du comportement, des paralysies de certains muscles. » Et les autorités de Munich produisent une photo de M. Strauss, chef bavarois de la démocratie chrétienne, vivante illustration du saturnisme.

Les C.W.M. essaient de s'implanter près de Worms et à Kaiserslautern (Allemagne). Droit d'implantation refusé par les autorités: pollution.

En Alsace on apprend à épeler le mot pollution mais pour dire le pays en lambeaux on emploie: **fersäucht**.

Les C.W.M. essaient de s'implanter à St-Avold en Lorraine. Population et corps médical s'opposent avec succès à l'arrivée de cette entreprise. Son pédégé Rosenthal est désespéré.

Pflimlin, maire de Strasbourg et pédégé du port autonome console Rosenthal et lui vend un lambeau de forêt qu'il possède du côté de Marckolsheim. L'Etat français console et donne une prime de vingt millions. Il devrait n'en donner que six mais Rosenthal est vraiment très désespéré.

HISTOIRE: Mars 1974. Le dossier de l'usine est soumis au maire de Marckolsheim. Pétition populaire contre. Conseil municipal divisé: onze voix contre neuf, dont le maire, pour émettre un avis défavorable.

28 juin. Sicurani, préfet de région, signe l'autorisation d'implantation, passant outre à l'avis des associations écologiques, des élus et de la population: « Les Alsaciens sont de grands enfants. » Onze conseillers municipaux de Marckolsheim démissionnent en signe de protestation. Marckolsheim est en ébullition. Manifestation.

14 juillet. Monseigneur El-Djingé, évêque de Strasbourg, devant les corps constitués, généraux et Sicurani, évoque le spectre de la politisation des chrétiens.

Mi-septembre. Rosenthal déclare que les mouvements écologiques sont menés par quelques maîtres d'écoles et quelques curés. Ceux qui aiment bien leurs curés et leurs maîtres d'école dressent l'oreille.

Bayer, qui fabrique de la résine acrylique, entre en ébullition: « Le voisinage des C.W.M. risque de modifier l'affinité teintactoriale de la résine acrylique. » Du coup les habitants de Mackenheim, village voisin de Marckolsheim, découvrent qu'ils ont droit eux aussi à une usine chimique. Et aux deux bouts de l'Alsace on se met tout doucement à l'ébullition: « On a plus d'égard pour les fibres synthétiques que pour les humains. » Rosenthal, psychologue,

promet une opération porte ouverte: « Laissez-moi construire l'usine et je vous y ferai faire un tour! » Les Alsaciens n'ont pas son sens de l'humour. Ebullition.

16 septembre. Sicurani déclare: « Il faut que les choses soient claires. Nous sommes tous des pollueurs. » Parle pour toi, pensent ceux qui ne sont pas encore en ébullition, et ils rentrent en.

20 septembre. Les habitants de Marckolsheim (tracteurs, enfants des écoles, fanfares) et les militants de 21 associations écologiques et comités d'action civique du pays de Bade et d'Alsace occupent le chantier des C.W.M. La police n'intervient pas. Rosenthal rugit. La vie s'organise au campement: livre d'or, buvette, tentes, poulailler.

26 septembre. Jarrot, ministre de la Qualité arrive en Alsace. Il constate: « La ligne des Vosges n'est guère bleue de ce côté-ci. » Il poursuit: « Il n'est pas question de revenir sur l'implantation de l'usine des C.W.M. L'usine est inoffensive. Une vérification au niveau national sera effectuée et un contrôle particulièrement sévère devra garantir la population de tout risque. » Jarrot ne se rend pas à Marckolsheim, son unique souci est cette ligne qui n'est pas tout à fait bleue: « Je plaide la conciliation entre développement économique et protection de l'environnement. » L'ébullition perdure...

Giroud fait aussi son tour d'Alsace. « Le plomb n'est pas mon problème, fait-elle dire, mon problème c'est la longueur des jupes vraiment trop longues. » Elle, elle pédale dans sa jupe de quarante mètres de shantung.

A Mackenheim, sœur de Marckolsheim, le maire, sur l'intervention de Sicurani, fait voter, sept voix contre six, le droit pour Bayer de raser 200 hectares de forêt. Les villageois sonnent le tocsin, le maire ne peut regagner sa maison que sous la protection des flics. Les villageois pendent les conseillers municipaux. En effigie. Mais en Alsace c'est comme s'ils avaient été vraiment perdus. Les Alsaciens apprécient.

Rumeurs: Une firme internationale traitant du tétraéthyle de plomb projeterait d'installer une usine à côté de celle de la C.W.M.

Octobre. La liste qui est contre l'implantation des C.W.M. fait un malheur aux nouvelles élections. Rosenthal fait une déclaration: « Je m'en branle. Sicurani, vieux branleur, fais venir les flics. » Sicurani pond un arrêté qui reconduit la déclaration d'utilité publique des achats du port autonome. Ça veut dire que le port autonome peut exproprier les paysans dont les champs jouxtent le terrain des C.W.M. Nouveau maire.

Monseigneur El-Djingé fait un tour, sans commenter, sur le chantier. Manœuvre disent les ébullants et on murmure dans les milieux les plus chrétiens que l'évêché aurait des actions dans le port autonome. Invérifiable. Mais qu'on murmure cela témoigne du

discrédit dans lequel sont tombés les tuteurs traditionnels des Alsaciens.

Germain Muller, adjoint de Pflimlin, et qui a le meilleur nez creux de l'Alsace, conseille à Rosenthal dans un article des **Dernières Nouvelles**, d'aller se faire voir ailleurs.

On en est là. Les tuteurs traditionnels essaient de virer eux aussi Rosenthal parce qu'ils découvrent que leurs ébullants pourraient bien remettre en question le schéma d'industrialisation de toute l'Alsace. Reste Rosenthal... encore un peu...

Dernière heure: Il fait nuit à Strasbourg. 29 octobre. Le nouveau maire de Marckolsheim et son adjoint font une « visite de courtoisie » à Sicurani. Les deux parties restent sur leurs positions.

Elégie

« C'est irréversible. On ne peut pas aller contre le Progrès », dit le premier maire qui signe le premier acte de vente d'un lambeau de terres communales. Et il empoche l'enveloppe. « Ça, c'est une faiblesse de tous les temps du cœur humain », pense-t-il. Et il pose pour la photo qui paraîtra dans « L'Alsace » ou dans « Les Dernières Nouvelles » légendée ainsi: « Alsace désenclavée. Décollage. Emplois. Ediles dynamiques. Le maire de... s'occupe de sa commune. »

« Il a touché. Il touche. Il touchera », commente l'abonné en lisant à sept heures du matin son journal. Dans la cuisine. Il commente en alsacien. Et il soupire. Et il avale d'un trait son verre de schnaps. Va finir alcoolique. D'habitude il boit à petits coups. Mais cette photo... Débarque le sondeur. Aujourd'hui on sonde. En français: « Etes-vous pour l'implantation dans votre commune des Chemische Werke, de Pec-Rhin, de Bayer, d'une usine de roulements à bille? Répondez par oui ou par non. Progrès. Emploi. Sécurité. Réalisation d'une maternelle. D'un C.E.S. D'une M.J.C. D'une pouponnière Anne-Aymone et d'une vieillardière Claude Pompidou. » « Oui », dit l'abonné en français, oui je suis pour. Et il va se verser un deuxième schnaps en réfléchissant sur cette incongruité langagière qui lui fait dire « Il a touché. Il touche. Il touchera » en Alsacien, et répondre « Oui! » en français. Ah vieille et jeune schizophrénie alsacienne, occitane, bretonne, basque, corse, flamande. J'en oublie?

« Ils » touchent. « Ils » ont touché. « Ils » vont toucher. C'est pas grave... C'est une constante... C'est grec et latin déjà. Périclès a touché et pourtant! les pyramides c'est lui, Néron a touché et pourtant! le pont du Gard c'est lui, Eiffel a touché et pourtant! la tour Eiffel c'est lui.

Muller, le gros Muller des dernières présidentielles, n'a pas touché et ne touchera jamais ni de près ni de loin - petite famille, clientèle électorale, grands électeurs - et pourtant!

Mulhouse dont il est maire c'est lui. Visitez. Prenez l'échangeur. N'en sortez pas. C'est Mulhouse. La ville qui ressemble le plus à un échangeur routier, unique au monde. Des mulhousiens sondés 99% disent « Oui ». « Oui nous sommes heureux de vivre dans un échangeur routier. » J'aime le Progrès pour toutes ses virtualités.

Je me fous que nos édiles « touchent », la G.O. sait que le Progrès promu par un pur est aussi infâme que celui qui est promu par un margoulin. Mais je tiens à signaler que mon bonhomme au schnaps de sept heures tient toutes ses édiles pour des margoulins en son langage insondable et insonde. « Il touche », fait partie de sa « conscience politique » et il lie ce « Felsafechtsecher » (dont l'équivalent est « je m'en ferais couper les couilles ») au charabia qui lui promet des emplois, de la sécurité et une vieillardière.

Ça c'est tout à fait nouveau en Alsace: on continue à voter pour elles mais on tient nos édiles politiciennes usinantes et zupizardes pour des crapules. Et si Dedé (Bord) n'est pas d'accord je lui propose de mettre un loup, comme à Venise - ça le changera de son masque - et de trainer dans les Winstubs où ses petits vieux électeurs dégustent leur Riesling. Les Rojs procédaient de cette façon.

Donc les Alsaciens votent pour (dans l'isolement) et débinent ensuite. A sept heures, dans les Winstubs, entre « nous ». A Athènes du temps de Patackés on votait à voix levée. Les citoyens. Pas les esclaves. Les esclaves n'avaient pas voix au chapitre. En Alsace on se torche dans un isolement et les travailleurs immigrés lisent pendant ce temps « La vie quotidienne des esclaves sous Hadrien ». Hachette. 37 francs. Avenues du Progrès conduisez-moi à l'Élysée.

On a donc voté il y a quinze jours à Marckolsheim. Mais cette fois comme à Athènes, on n'a pas voté pour le pourri. C'était antique. Les isolements étaient des édifices plus inutiles que des cercueils levés. C'était enfin démocratique: on voyait ce que les électeurs voulaient. Ils voulaient virer le maire. Ils l'ont viré. Ils voulaient virer les Chemische Werke. Ils les ont virés. Mais les Chemische Werke ne sont pas parties. « C'est ça la démocratie française? C'est ça la France? » C'est ça. Depuis quinze jours un nouveau maire est en place et Sicurani et Rosenthal continuent de plastronner. C'est grave ça. Les Alsaciens se sont « donnés » à la France parce qu'elle est plus libreuse n'est-ce pas que les Miraculés Economiques? Et on conchie les Alsacien-s! On leur montre qu'on n'en a rien à foutre. Rés grave ça. Ça fait partie d'un plan. Une conspiration. ON veut brader l'Alsace aux Miraculés Economiques.

René Ehni

(à suivre)

AYEZ L'OEIL SUR LA PSYCHIATRIE !

La psychiatrie évolue très vite en France depuis quelque temps. Très vite, pour la psychiatrie, ça veut dire que c'est quand même encore assez lent, les archaïsmes ont la vie dure, mais on a bien l'impression que quelque chose s'est enfin débloquenté et que ça s'est mis à bouger. Plus que jamais, donc, nécessité d'ouvrir l'œil, de surveiller cette évolution et d'essayer de comprendre ce qui se passe. Et d'apprendre au besoin à ne pas se laisser faire.

Ce qui se passe depuis quelques années, c'est que la « sectorisation », dont on parlait depuis si longtemps, commence véritablement à entrer dans les faits. C'est-à-dire que, de plus en plus, les travailleurs psychiatriques se détachent de l'hôpital où ils étaient confinés avec leurs malades, pour aller travailler dans des dispensaires, des foyers, des clubs, des centres de jour, et au domicile même des particuliers, les dits malades et leurs familles. Enorme changement, pas toujours bien accepté.

La sectorisation, ça veut dire aussi que le territoire national a été découpé en un certain nombre de circonscriptions, de « secteurs » psychiatriques, chacun de ces secteurs placé sous la responsabilité d'un médecin-chef, un psychiatre de service public, assisté de collaborateurs infirmiers, médecins, psychologues, assistants sociaux, etc.

Cette évolution était prévue depuis des années : à vrai dire, elle était même la doctrine officielle des pouvoirs publics depuis 1960, mais les résistances à son application étaient telles que ce n'est guère que depuis un an ou deux qu'elle commence à devenir vraiment une réalité. Cette interminable gestation lui a valu d'être soumise à une critique impitoyable bien avant qu'elle ne vit le jour. Nous pouvons faire fi des critiques formulées à droite : elles se ramènent en définitive à la crainte (assez vaine pour l'instant) que cette évolution de la psychiatrie publique ne vienne léser les intérêts des psychiatres privés et de leurs très lucratives maisons de santé...

À gauche par contre, le danger d'un quadrillage du territoire, permettant l'exercice d'une véritable police psychiatrique, a été dénoncé de plus en plus vigoureusement depuis 1968, et cette dénonciation a été remarquablement efficace. S'il est parfois pénible pour certains travailleurs psychiatriques de se voir jeter à la figure quelques slogans faciles et abusifs comme « psychiatres et infirmiers, tous des flics ! », on peut remarquer qu'au moment où ils débouchent enfin sur le secteur, il n'y en a pratiquement aucun qui n'ait ce danger présent à l'esprit et qu'une grande vigilance est à cet égard de règle au sein des « équipes de secteur » qui commencent à fonctionner. Il faut dire que, infirmiers et médecins, ceux qui ont bouleversé leurs habitudes de travail sont en général parmi les plus évolués et les plus conscients.

Il reste que, vous et moi (1), nous sommes aujourd'hui tous domiciliés sur un secteur psychiatrique, confié à un psychiatre-chef de secteur et à ses collaborateurs, qui disposent habi-

tuement d'un service à l'hôpital psychiatrique du coin. Si l'opinion publique, qui s'est heureusement émue de l'existence des tables d'écoute et de l'intention du ministère de l'Intérieur de mettre tous les français sur fiches, — si cette opinion publique semble jusqu'à présent être restée assez indifférente à la sectorisation psychiatrique, c'est probablement qu'elle est encore mal informée des ressources et des potentialités de la psychiatrie moderne. D'un autre côté, comme tout ce qui concerne la psychiatrie soulève à gauche comme à droite les fantasmes les plus époustouffants et que la dramatisation habituelle des problèmes ne favorise pas non plus une claire appréhension des choses, il me semble tout à fait nécessaire de faire le point sur la situation actuelle en France et sur son évolution prévisible, en s'appuyant sur ce qui se passe effectivement dans les endroits où le « secteur » psychiatrique fonctionne : il faut bien dire en effet que la réflexion politique et critique sur la psychiatrie sectorielle s'est presque uniquement développée à partir d'options et d'a priori théoriques — il est temps aujourd'hui de confronter cette réflexion théorique à la pratique effective de cette psychiatrie.

Il n'est pas inutile de rappeler tout d'abord que la sectorisation constitue une réforme administrative et technique, elle ne découle pas de nouvelles dispositions légales. La loi du 30 juin 1838, qui régit l'internement psychiatrique en France, est donc toujours applicable (2). Cette loi définit deux types d'internement : le placement « volontaire », effectué à la demande d'un tiers (par exemple un membre de la famille), obligatoirement sur production d'un certificat médical rédigé dans des formes précises — et le placement d'office, prononcé par l'autorité administrative (mairie, préfecture) sans obligation d'examen médical préalable.

La sectorisation accroît considérablement le pouvoir de décision du psychiatre public et de ses collaborateurs immédiats en ce qui concerne l'hospitalisation. Ceci est dans l'ensemble excellent. Habituellement celle-ci était décidée à l'aveuglette par des gens (entourage familial, médecin généraliste, assistante sociale, forces de police, etc.) soucieux avant tout de ne pas prendre la charge d'un problème qu'ils comprenaient mal, et de refiler au plus vite cette responsabilité à la psychiatrie. Dans la mesure où le psychiatre de secteur sera consulté avant l'hospitalisation, il pourra au moins proposer celle-ci en connaissance de cause, comme une solution parmi d'autres au problème qu'on lui soumet. Ceci devrait logiquement, partout où la sectorisation est effective, entraîner une diminution sensible du nombre des internements, tant sous le régime du placement d'office que sous celui du placement volontaire.

Par contre, cet accroissement de la responsabilité et du pou-

voir de décision du psychiatre est évidemment dangereux du fait qu'il concentre entre les mains d'une seule personne une autorité auparavant plus diluée : je ne pense pas exagérer en disant que la moitié au moins des P.O. prononcés en France, par l'autorité administrative, au cours des dix dernières années, étaient dès le lendemain déclarés inutiles et inopportuns par le psychiatre concerné. En fait, cette concentration d'autorité ne s'accompagne d'aucun accroissement du pouvoir de contrainte du psychiatre, au plan légal du moins. Ceci est d'une importance capitale, car l'autorité morale des médecins reste telle, en France, que la plupart des gens se laissent aussi bien bluffer et ne connaissent même pas leurs droits. Ceux-ci sont pourtant clairs : en aucun cas, le psychiatre de l'hôpital ne peut vous faire hospitaliser ou vous bloquer dans son service de sa seule initiative. En pratique :

— Ou vous êtes en placement d'office : vous avez été embarqué par des forces de police — ou par des infirmiers ou des ambulanciers sur production d'un arrêté d'internement signé du maire ou du préfet. Tout ceci est légal.

— Ou vous êtes en placement volontaire, et c'est alors un médecin étranger à l'hôpital psychiatrique qui a rédigé un certificat (loi de 1838 : les médecins de l'hôpital ne peuvent rédiger de certificats d'internement). Ce médecin doit obligatoirement vous avoir vu avant de rédiger son papier : certains médecins ont été condamnés pour avoir remis un certificat d'internement à la famille sur les seules allégations de celle-ci.

— Ou vous n'êtes ni en P.O., ni en P.V., et alors vous êtes entièrement libre de quitter l'hôpital à n'importe quel moment, personne ne peut vous y retenir par contrainte. Tout ce qu'on peut exiger de vous, c'est un papier signé de votre main dégageant l'hôpital et son personnel de toute responsabilité quant à la suite des événements.

En résumé : un psychiatre peut vous proposer ou vous conseiller d'entrer ou de demeurer dans son service, il ne peut en aucun cas vous y contraindre — à moins qu'il n'applique une décision prise par une instance extérieure à l'hôpital.

A noter que la plupart des cliniques privées ne sont pas habilitées à recevoir des malades internés. Le maintien d'une personne par contrainte y représente donc presque toujours un abus légalement répréhensible.

(à suivre)

Roger Gentis

(1) En ce qui me concerne, je n'habite même pas sur le secteur dont j'ai la charge, et je me trouve sous la responsabilité d'un collègue !

(2) Ou moins en ce qui concerne les restrictions apportées à la liberté des personnes. La « protection des biens » des « incapables majeurs » a été considérablement modifiée par une loi du 3 janvier 1968.

Publicité entendue à la radio :
« PAN! PAN! PAN! CUI-CUI... PAN!...
Le Côtes du Rhône NICOLAS, le
vin des chasseurs !... Le vin qui
vous met le sang à la bouche... »



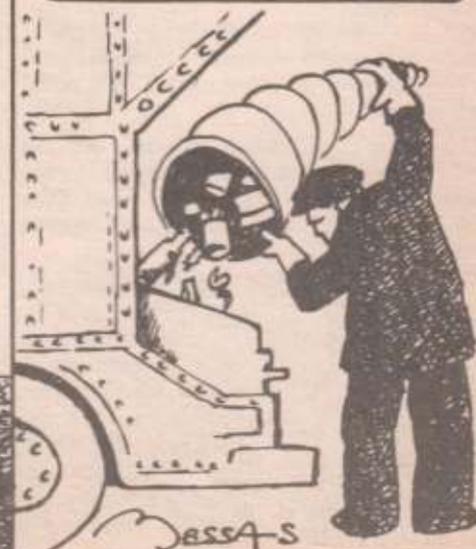
Il naît actuellement 1,5 fille
pour 1 garçon. Cela serait dû à
la pollution atmosphérique. Le
chromosome Y -facteur des nais-
sances masculines - serait en
effet plus sensible que les autres
à la pollution.



Un navire a encore
vidé ses cuves en mer.
Une importante nappe
de mazout souille les
côtes charentaises.



Chaque français jette chaque
jour entre 5 et 8 kg de déchets.
À des fins de récupération
- les temps seront difficiles -
M. JARROT vient de créer une
Agence Nationale des Déchets.



«O.S. MECANIKES»

1960 - Aux États-Unis, la nuit tombe. Dans un laboratoire de recherche une petite équipe de techniciens termine son travail. Ces hommes sont satisfaits; ils viennent de mettre au point le premier robot universel (1) jamais construit. Resté seul, le boss, M. Engelberger contemple son enfant; un robot, des robots, le monde va changer...

1974 - Des milliers de robots agissent dans l'ombre. Personne n'en parle, bien peu le savent; on est discret; l'heure des robots n'a pas encore sonné. Patience...

Tout ceci n'est pas extrait de « Planète » ou du « Reader's Digest »; ça ne relève d'aucune fiction. Les robots existent, les robots arrivent, ils vont bouleverser bien des choses.

Mais ces robots ne sont pas ceux que l'on a coutume d'imaginer. Il ne s'agit pas de mécanismes plus ou moins anthropoïdes avec bras et jambes, un clignotant sur la tête et une démarche incertaine. Ce n'est pas du cinéma. Ces robots-là sont de vraies machines conçues pour la production industrielle. Leur nom complet est d'ailleurs « robot industriel ». Même s'ils ne ressemblent pas à l'homme « physiquement », ils sont capables de copier ses gestes au point de le remplacer pour certaines tâches: placer des électrodes de soudure, manipuler des pièces fragiles, peindre au pistolet, charger ou décharger les machines, etc. De drôles d'engins, merveilleux... affolants.

Les miettes du travail en miettes

« Taylor avait raison. Le travail à la chaîne est le plus rationnel; le drame c'est que ce sont des hommes qui le font; remplaçons les hommes par des machines et tout ira bien ». Ce n'est évidemment pas si simple, mais c'est à partir de là que les grosses têtes de la robotique ont imaginé des engins capables d'accomplir seuls et mécaniquement des travaux répétitifs sans aucun intérêt pour l'opérateur humain. Les miettes du travail en miettes.

Aujourd'hui, 40% des ouvriers français consacrent leur temps à repiquer 600 fois la même pièce en huit heures, donner 1500 coups de pédale à l'heure ou ficeler un saucisson en trois secondes... C'est absurde, inhumain, inadmissible. En coulisse un industriel ajoute: à peine rentable.

La démarche des constructeurs est donc simple: remplacer l'homme par la machine en conservant la même organisation industrielle. Là où l'homme travaillait comme un robot, on met un robot travaillant comme un homme. Tout ceci la main sur le cœur; pour libérer le monde ouvrier, l'ouvrir aux tâches nobles, à l'épanouissement, etc. On connaît.

Techniquement, les constructeurs de robots ont réussi une prouesse. Leurs machines sont étonnantes. On les appelle aussi « automates programmables ». C'est cette faculté d'être capables d'exécuter des programmes différents qui les distingue des automatismes classiques ne sachant faire qu'une seule chose. Le robot, lui, peut faire des choses très différentes. Quand un robot industriel a fini son travail, il peut être déplacé et programmé pour une autre tâche. Il est docile à l'extrême et, de toute façon, bien plus qu'un travailleur émigré.

Pas d'état d'âme

En simplifiant on peut dire ceci: les robots industriels se composent de deux parties:

● Le corps. C'est une sorte de tourelle pivotante remplie de tripaille d'engrenages, de valves, de conduits hydrauliques ou pneumatiques, etc.; la tourelle supporte un bras télescopique ou articulé; au bout du bras, un poignet portant des doigts, des pinces, des ventouses ou des grilles capables de saisir, d'aspirer, de souder, de peindre.

● La tête. C'est un système de commande utilisant soit une simple bande perforée pour les plus débiles, soit une mémoire électronique sur ordinateur pour les plus intelligents.

Le corps et la tête font généralement bon

misère. Le vrai marché, celui des années 80, sera de 15 à 20000 unités. Du sérieux.

Pour l'instant les services d'étude des grosses boîtes surveillent attentivement leur écurie. Quelques-uns sont secrètement essayés chez Renault (chut! si ça se savait...). Chez Citroën, on pensait en installer une douzaine, mais Peugeot, le nouveau patron, a tout remis en question. La Fiat en a 18 en service; chez Chevrolet, 26 robots font 400 points de soudure sur chaque carrosserie.

L'examen de passage sera difficile. Il y a encore des pannes; pas totalement fiables, les robots. Mais les constructeurs ont le temps. On en reparlera dans cinq ans, disent-ils, et en douce ils se frottent les mains.

Pour l'instant le monde ouvrier ne s'effraye pas. Extérieurement, un robot ressemble beaucoup aux systèmes automatiques que l'on voit



ménage et sont capables de se livrer à une foule de travaux pourvu qu'on leur donne le programme approprié. Le même robot peut très bien alimenter un marteau pilon dans la journée et empiler des briques durant la nuit. Il travaille 24 heures sur 24.

Eh, Eh... l'industriel tend l'oreille.

Le robot peut, sans grogner, remplacer le « charlot » de la chaîne qui se contorsionne pour poser ses électrodes. Il peut travailler dans la chaleur étouffante au voisinage des fours, dans le bruit des ateliers de chaudronnerie, dans la fumée des fonderies, les vapeurs nocives de l'industrie chimique. Il ne bronche pas. En plus, ça ne se fatigue pas un robot, toujours le même rythme; ça n'est jamais malade, ça n'a pas d'état d'âme ni de gosses à nourrir, ça ne se met-jamais-en-grève! Ça se contente bêtement d'augmenter la production sans participer à la consommation.

On en reparlera dans cinq ans

De tels arguments ont évidemment touché le cœur sensible des industriels qui, prudents, ont mis les robots à l'essai. Actuellement, il y a environ 3500 robots dans le monde dont 800 en Europe. Une

un peu partout et auxquels on s'est habitué. Ce qu'il ne sait pas - pas encore - c'est qu'un robot peut faire exactement ce que fait un O.S. pour gagner sa vie. Ce qu'il ne sait pas non plus, c'est que les robots peuvent se fabriquer (eux aussi) à la chaîne; ce n'est pas plus compliqué qu'une voiture. Tout le monde a sa voiture; tout le monde pourrait avoir « son » robot...

Il reste calme le monde ouvrier.

Et puis les robots d'aujourd'hui ne sont que ceux de la première génération; l'âge des cavernes de la robotique. Pas inquiétant.

Portraits de famille

Pas inquiétant? Dès maintenant, des robots sont autoprogrammables. La mémoire est une vulgaire mini-cassette; un instructeur (ouvrier très qualifié) solidarise sa main et celle du robot; il fait les gestes nécessaires pour peindre un objet quelconque. Il travaille bien, l'ouvrier; pendant ce temps, la cassette enregistre. Plus tard, grâce à l'ordinateur, le robot fera autant de fois qu'il faut, exactement les mêmes gestes que l'homme... Que fera l'homme?

Attendez. Il y a aussi les autres, ceux du moyen-âge (1975-1977); ceux-là sont

prêts. Ils sont dotés d'organes sensoriels, de capteurs tactiles mesurant la pression à exercer sur les choses. Ils sont d'une précision stupéfiante (20 microns) et commencent à apprendre le montage de pièces différentes.

Mieux encore, on travaille déjà sur les robots des temps modernes munis d'organes de vision (TV) et de coordination œil-main. Ils fonctionnent déjà en laboratoire. Des engins beaucoup plus sophistiqués.

Sur le programme de l'ordinateur, on a enregistré toutes les positions possibles d'un objet et tout ce que devait faire la machine à partir de ces positions. La caméra « voit » une pièce; elle fait défiler le programme jusqu'à faire coïncider sa vision avec une image de ce programme; à partir de là, elle sait où elle doit reprendre son processus de travail.

Ici les industriels trépignent d'impatience.

Enfin, comme on ne s'arrête pas en si bon chemin, on parle de l'âge atomique des robots, de belles petites mécaniques bien huilées, avec coordination œil-main adaptative, et intelligence artificielle (mais oui!) et capables de faire des choses ahurissantes...

Le meilleur des mondes

Où en sommes-nous? Où allons-nous?

A ceci: dès aujourd'hui, la General Motors utilise une ligne de 26 robots pour le soudage à la chaîne; quand un robot tombe en panne, c'est un homme que l'on met à la place pendant la réparation! Un homme, après tout, pourquoi pas?

Chez Fiat, un robot fait 500 points de soudure en quelques secondes, remplaçant le travail de 30 personnes pour le même résultat. Est-il bien certain que ces 30 personnes s'épanouissent à la vie pendant ce temps-là?

Si la robotique n'a pas encore explosé dans toutes les entreprises du monde, c'est qu'il y a encore un obstacle majeur. Le prix. Un bon robot coûte dans les 300000 F. Notre industriel fait fébrilement ses comptes et à la fin de l'addition il tord le nez; le robot est encore cher. Sans doute, disent les constructeurs, mais l'écart de prix entre un O.S. et un robot se resserre de plus en plus; regardez les courbes, elles vont bientôt se croiser et là, il faudra être prêt. Alors prenez les devants, faites un essai. Ces réticences ne trompent personne. Il y a 200 constructeurs de robots dans le monde. Tous attendent le jour J, le jour où le robot sera le moins cher.

Et pourtant l'usine de l'an 2000 n'aura peut-être pas besoin de robots. Entièrement repensée, elle ne comportera que des automatismes simples mais nombreux; elle fonctionnera comme une seule et gigantesque machine. Sans homme et sans robot. Cette solution paraît a priori plus rationnelle; rien ne prouve qu'elle sera adoptée. Pour nous, le problème reste le même: que deviendront les damnés de la chaîne?

Cyberno

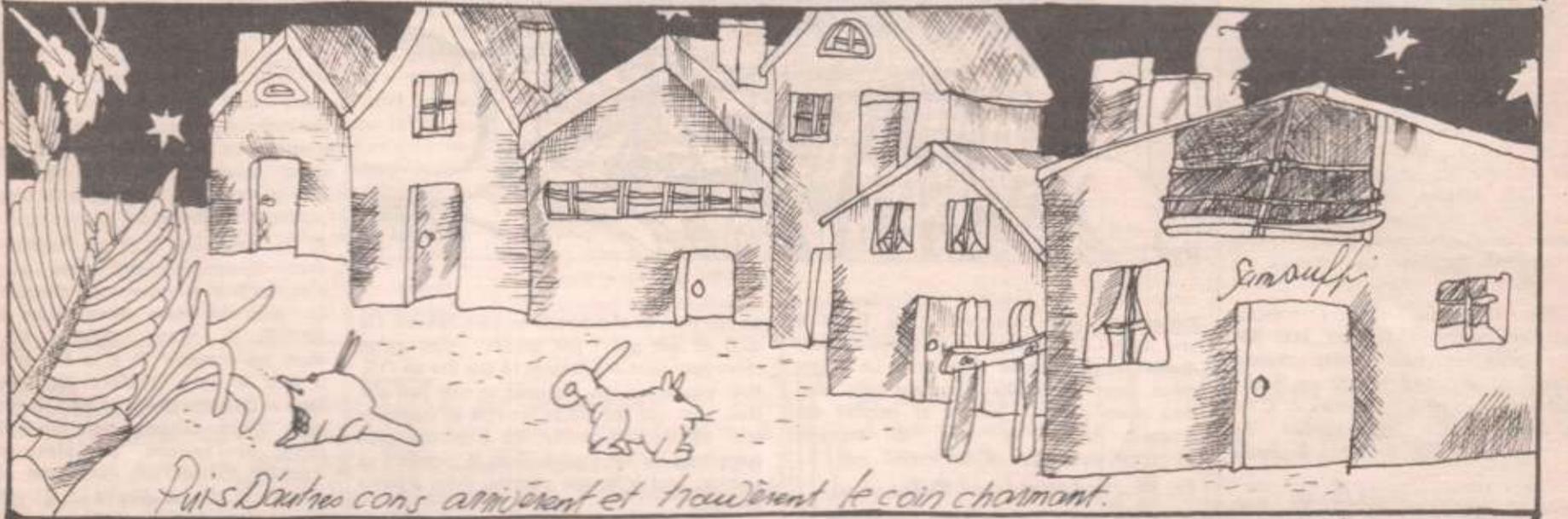
(1) Universel = polyvalent.



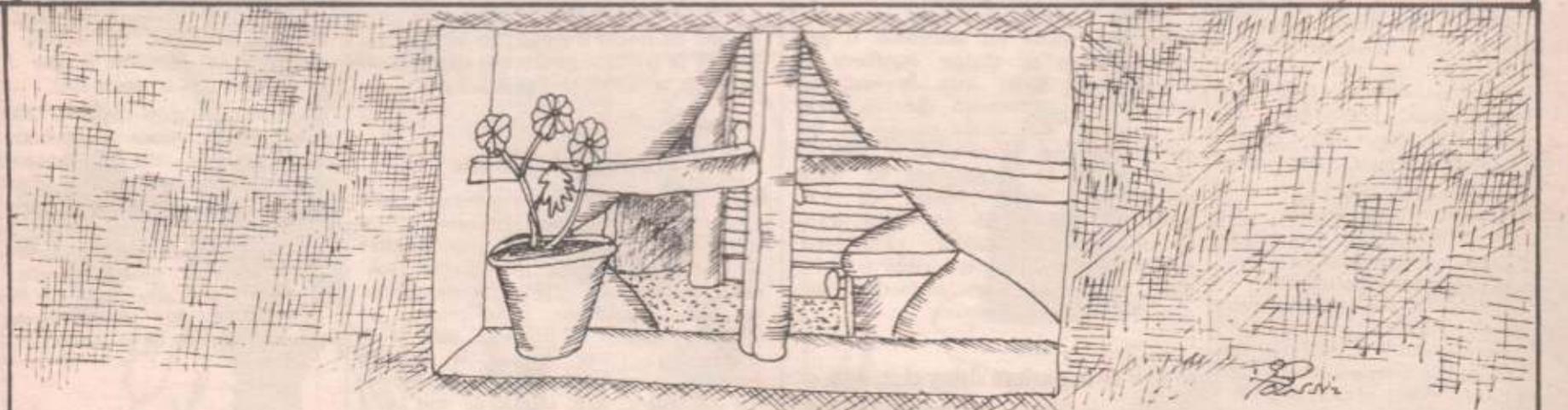
Dans un coin de cambrouse!!!



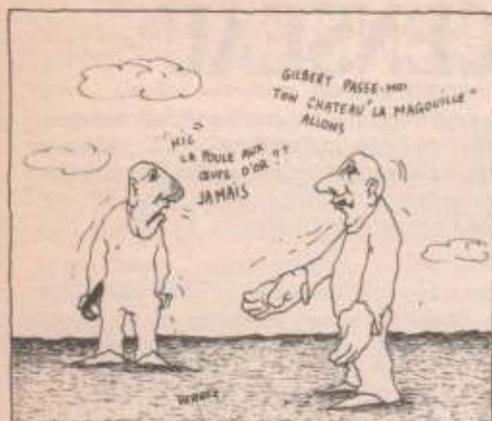
Un con arriva et construisit une maison!!



Puis D'autres cons arrivèrent et trouvèrent le coin charmant.



Et quelques tempos plus tard..... pour commémorer cet endroit charmant un type eut une idée de génie... il posa un géranium sur le coin de sa fenêtrre!!



LA FRAUDE PARTOUT

*Le procès d'une dynastie,
pour ne pas faire le procès d'un système:
celui du rendement et des gros profits.*

« Je suis coupable, mais il y a des milliers de coupables », déclarait la semaine dernière, devant la cour d'assises de la Gironde, Pierre Bert, un des principaux accusés du procès des vins de Bordeaux.

Cette fraude dont on parle tant, c'est un peu l'arbre qui cache la forêt : depuis longtemps, le vin de consommation courante est, tout à fait légalement, issu de vignes poussées à mort et bourré de produits chimiques douteux.

Le scandale renforce toujours le système, car il sous-entend que la loi est bonne et juste. La neutralité de la loi, vous y croyez encore, vous ?

Au banc des accusés, la maison Cruse, fondée voici 160 ans, figure de proue du vin de Bordeaux depuis cinq générations. Et, à travers elle, la haute bourgeoisie bordelaise, le fameux Quai des Chartrons. Pour sûr, l'affaire du vin à elle toute seule n'a pas fait boire la piquette à Chaban lors des présidentielles. Mais cette affaire a été, sans nul doute, une des multiples piqûres d'épingle qui ont dégonflé son image de marque. Les dix-huit accusés – seize négociants, dont douze de Bordeaux, un commissaire, Pierre Bert, et un oenologue (expert en vin) – ont métamorphosé, par un simple jeu d'écriture, des vins courants du midi en des Bordeaux d'appellation contrôlée (St Emilion, Pomerol et compagnie). Certaines bouteilles se sont vu affublées abusivement de noms de châteaux, ou de millésimes fictifs. En prime, les Cruse ont droit à un autre chef d'inculpation : celui d'avoir massivement employé pour améliorer leur pinard des produits chimiques interdits, comme le carbonate de calcium, et utilisé d'autres additifs, ceux-là autorisés, à des doses excessives (acide citrique et métatartrique pour acidifier, caramel pour colorer...)

Un rapport confidentiel de 55 pages, rédigé par trois inspecteurs du Service de la Répression des Fraudes, détaille en long et en large, avec preuves à l'appui, tous ces mauvais traitements.

Ne dramatisons pas. La fraude ne concerne officiellement que 14.230 hectoli-

tres : 0,6% de la production vinicole du Bordelais. Une goutte d'eau à peine rouge ? Pierre Bert n'est pas de cet avis. Il l'a dit devant la Cour sans mâcher ses mots : « Au cours de mes trente ans de profession, j'ai vu de la fraude partout. » Il a expliqué :

« Les propriétaires de la Gironde récoltent chaque année un million cinq cent mille hectolitres de rouge. Sept cent à huit cent mille sont des vins magnifiques. Quant aux autres, que l'on peut qualifier, en étant gentil, de très modestes, il est impossible de les présenter tel quels à la clientèle. Il faut faire de la « cuisine » avec ces vins. » Et tant pis si ce n'est pas toujours légal. Les syndicats de viticulteurs et de négociants, qui se sont portés partie civile, ne sont que des « hypocrites », tout aussi coupables de fraudes que les accusés.

Que cela soit vrai ou faux (et il doit bien y avoir des grappes de vérité dans les affirmations de Bert), l'image de marque du Bordeaux en prend pour son matricule. Comme, d'ailleurs, celle du vin français en général. Car l'affaire s'est catapultée avec le scandale du « vin sans vin » corse, fabriqué avec le sucre, de la glycérine, de l'acide sulfurique et des colorants.

Les français se mettent à bouder leur boisson nationale. La consommation des vins de table courants baisse régulièrement de 0,8% par an. Cause essentielle : sa mauvaise qualité. Les rendements de la vigne sont poussés à grands renforts d'engrais solubles et d'insecticides de synthèse, fongicides en particulier. Le viticulteur recourt à une constellation d'additifs (une trentaine actuellement, pas tous utilisés en même temps) qui, pour être autorisés, ne sont pas automatiquement inoffensifs. Du moins pour certains d'entre eux. L'anhydride sulfureux (SO₂) peut être à l'origine de maux de tête et d'estomac. Taux maximal permis en France : 350 mg par litre. Selon *Que Choisir* (N° 63, mars 72), 80 mg par litre est la dose limite à ne pas dépasser. Trop de SO₂, ça veut aussi dire un vin qui irrite le nez et ne flatte pas le palais.

L'acide sorbique, inoffensif pour les uns, peut-être bien cancérigène pour les autres, avait été introduit il y a quinze ans dans le louable but de réduire les quantités de SO₂ utilisées. En fait, on continue à utiliser toujours autant de SO₂ qu'avant, et l'acide sorbique par dessus le marché !

Le ferrocyanure de potassium, est fort efficace pour recoller les vins « cassés ». Mais, selon l'Académie de Médecine, il est susceptible de produire de l'acide cyanhydrique, toxique violent, par combinaison avec les acides organiques du vin.

Le sucrage du vin : une incitation à l'alcoolisme

L'adjonction de sucre industriel dans le moût – ou chaptalisation – permet d'augmenter à bon compte le degré alcoolique d'un vin. Et, par la même occasion, la marge bénéficiaire des revendeurs. Car le prix de vente d'un vin de table dépend étroitement de sa teneur en alcool. Interdite en principe, sauf dans des cas particuliers (mauvaises récoltes, vins fins), avec autorisations expresses, la chaptalisation est en fait une pratique courante. « En 1973, on aurait mis 150.000 tonnes de sucre dans le vin », nous dit *Le Monde* (24 août 74). Ce qui, avec la complicité active du mouillage – l'eau dans le vin –, aurait permis une rallonge de 5 à 7 millions d'hectolitres à la récolte 73. La chaptalisa-

LE PETIT VIN BIOLOGIQUE

Un nombre croissant de viticulteurs décident de ne plus faire « pisser leur vigne ». Ils se convertissent à l'agriculture biologique. Ceux qui ont signé le « cahier des charges » de Nature et Progrès respectent des normes sévères et précises : pas de sucrage, pas de colorants, pas de coupage (sinon entre vins d'un même terroir appartenant à un même propriétaire), pas d'acide sorbique ni de ferrocyanure de potassium, peu de SO₂.

Deux adresses parmi d'autres :

□ *Domaine de l'Espinet 11500 Quillan. Prix franco carton de 12 bouteilles : 85 F.*

□ *Beaujolais Appellation Contrôlée en culture biologique depuis 1969. Expéditions en caisses de 12 ou 25 bouteilles. Tarif sur demande. René Bosse-Platière, Les Carrières – Lucenay-69480 Anse.*

Vous trouverez d'autres bonnes adresses dans le « guide des producteurs » de Nature et Progrès. On peut le commander au siège de l'association : 3 chemin de la Bergerie, 91700 Ste-Geneviève-des-Bois. 11,50 F Franco.

En achetant « en direct » à des viticulteurs biologiques, vous courtcircuitez les intermédiaires, vous encouragez l'agrobiologie, et vous buvez pour pas trop cher du vin de bonne qualité. Intéressant, non ?

tion ne fait pas que permettre aux négociants de se sucrer. Elle est aussi une menace pour notre santé, car elle augmente la teneur du vin en alcool méthylique. Or ce dernier n'est pas assimilé par l'organisme, s'élimine lentement et peut provoquer des intoxications graves du système nerveux (1).

Pourtant, cette satanée chaptalisation est l'unique planche de salut pour bon nombre de petits viticulteurs du Midi. Au jeu « sauvage » de l'offre et de la demande, les « gros » (exploitants aussi bien que négociants) boivent, les « petits » trinquent. Sur le marché du vin, les intermédiaires sont les rois. La bouteille de château Timberlay vaut 3,35 F chez le producteur. Sur la table des restaurants parisiens, elle passe à 20 F. Courtiers, négociants, représentants et transporteurs ont pris chacun à leur tour leur obole. A quoi il faut encore ajouter la TVA, la marge de l'épicier, celle du gargarier, et le pourboire du garçon.

En attendant, la concentration capitaliste va bon train. Avec ses hauts et ses bas : depuis l'interdiction en 1967 du coupage de vin du Marché Commun avec du vin Maghrébin, les grandes firmes nationales ont eu des difficultés. Elles ont dû se regrouper. La Société des Vins de France (S.V.F.) est issue de la fusion de Gévior, D.M.S. Préfontaines, Kiravi et Margnat. C'est aujourd'hui le N° 1 du vin en France : 4 millions d'hectolitres, soit 13 à 14% du marché du vin de table.

Les « industriels » du vin ont tout spécialement poussé à la roue en faveur de la bouteille plastique. 400 millions de bouteilles de vin en PVC (polychlorure de vinyle) en 1972, deux milliards en 1980 d'après les prévisions. Le PVC est inoffensif par lui-même. Mais au contact d'un liquide alcoolisé, il dégage du chlorure de vinyle qui, lui, est tout à fait toxique. La semaine dernière, les spécialistes réunis à Florence au congrès international du cancer ont été formels : par ce biais, le PVC peut provoquer des cancers du foie chez l'homme.

Aux États-Unis, la vente de vin et autres boissons alcoolisées en bouteilles de PVC est interdite depuis mai 1973. En France, elle reste glorieusement autorisée, et rien n'indique que cela doive changer bientôt.

Depuis déjà un bon moment, le vin du tout-venant était trafiqué, sucré, mouillé, coupé, sulfuré, conditionné sous emballage cancérigène... Merci M. Cruse, grâce à vous, les riches cuvent désormais un peu à la même enseigne que les pauvres. La chimie gagne les vins de luxe. Tout se passe comme si, à Bordeaux, on faisait le procès d'une grande famille pour ne pas faire le procès d'un système. Le système du gros rendement pour le profit maximum, au détriment de la qualité et de la santé de tous.

Laurent Samuel

(1) Gérard Messarié, L'Alimentation Suicide, Fayard, 1973. PP. 77-78.

MONSIEUR DUGOMMIER
 ★ parfait écologiste ★
FAIT FACE À LA CRISE



ECOLE OU PAS ?

LES ANCIENS DE CENSEAU

La logique n'est pas forcément binaire et manichéiste. La logique aristotélicienne-rectifiée-Descartes fait faillite chaque fois qu'elle essaie de décrire des phénomènes impliquant l'humain. Or, parler de vivre avec l'enfant, de l'éducation, des besoins fondamentaux du bonhomme, c'est mettre les pieds en plein dans de l'humain mal défini encore. Tant il est vrai que l'idéologie officielle nous taille le cerveau à la serpette dès le plus jeune âge, pour l'équarrir et le faire entrer sans peine dans les petites boîtes de la société capitaliste.

Ce type de logique où le gars qui dit le contraire de l'autre ne détient pas forcément la vérité, même si l'autre se goure aussi, c'est un des trucs qu'on a découverts à Censeau. Pour la première fois, des gars et des filles qui se sont engagés dans la lutte anti-école-capitaliste sur des chemins différents, ont pu parler ensemble et s'apercevoir que l'AUTRE n'était pas si autre que ça ! La lutte est partout et multiple. L'imagination n'est l'apanage de personne.

La Chalp d'Arvieux : juillet-août 1972 (1).
 Censeau : Vivre avec l'enfant : juin 1974 (2).
 Entre ces deux rencontres **TOUT A CHANGÉ.**

Politiquement, les « sages » qui nous gouvernent montrent qu'ils ont chaud aux plumes sergent-major en se lançant dans la réforme de l'école. Cette fois, le système est ébranlé. Plus personne n'y croit. Il faut renforcer les fondations avant que l'édifice s'écroule.

Et pendant ces deux ans, des « trucs » éducatifs, anticapitalistes, auto-gérés, alternatifs, parallèles, etc., sont nés sans bruit un peu partout en France. Après La Chalp, on avait l'impression que rien n'était possible, que rien ne s'organisait. Censeau a prouvé le contraire. Ça bouillonnait dans le creuset mais en silence comme une sorte de grignotement multiple : les premières écoles alternatives qui tentaient la percée, comme Le Tournesol près de Lyon, la Barque, à Paris et, à cette rentrée-ci, la première « école secondaire d'un type nouveau », dans le 13^e ; des animations de quartier pouvant aller jusqu'à l'animation d'une ville et la fabrication d'un journal pour les enfants comme à Thonon-les-bains (Théâtre d'enfants d'expressions libres, deux numéros parus du journal **Tempête**) ; des ateliers d'expression pour enfants et ados comme au Mans (sérigraphie, peinture, poterie, émaux) et à Paris surtout dans le 12^e, le 3^e, le 15^e et le 1^{er}. Le principal

reste **Contact-Education**. Il y a aussi les mouvements qui essaient de lutter de l'intérieur comme l'ICEM pédagogie Freinet, la pédagogie institutionnelle ou les écoles expérimentales comme celle d'Antony, celle de la rue Vitruve à Paris ou l'école Decroly à Saint-Mandé. Ce n'est là qu'un survol rapide.

A Censeau, tous ces mouvements se sont découverts. Alors qu'à La Chalp on s'était contenté de se prouver que plusieurs centaines d'adultes et d'enfants étaient capables de vivre ensemble en toute liberté (ce qui n'est pas toujours le cas dans ce type de rassemblement, hou ! la ! la !), à Censeau, en outre, on a découvert que certains problèmes étaient tout à fait faux. Par exemple : être dans le système ou en dehors, faux problème. La liberté de manoeuvre n'est pas plus grande dans un cas que dans l'autre et l'efficacité non plus. Ici ce sont les « tracasseries » policières et administratives et le manque de fric qui restreignent l'action, là c'est la répression (affaires Lourau, Papinski, Hennig, etc.) et les conditions de travail.

Alors on peut commencer à se dire qu'on se sent tous impliqués dans le même combat, tous lancés dans le même recherche, tous partisans d'une vie où le principe de réalité n'exercerait plus une sur-répression sur le besoin fondamental de plaisir, au sens le plus large du terme.

Et pour ça, il faut que l'information circule entre nous, que les affrontements soient féconds. Il faut abandonner le mépris et l'anathème.

Cette rubrique est ouverte. Que voulez-vous qu'elle soit ?

Christian Poslaniec

(1) La Chalp d'Arvieux, petit village, près de Guillestre, dans les Alpes. C'est là que, pendant les deux mois d'été 1972, plusieurs centaines de personnes se sont rencontrées, les uns restant quelques jours, les autres davantage. Cela se passait dans un chalet et le rassemblement avait pour thème : « que faire avec les enfants ? » Rien n'était structuré : ce fut donc entièrement autogéré. Plus de vie que de parolottes ! Plus de projets que de réalisations ! Cette rencontre avait été lancée par Isabelle, aidée de quelques copains et de Charlie-Hebdo.

(2) Censeau : c'est un village du Jura où se sont rassemblés 3000 personnes au moins, pendant trois jours, au début de juin 1974. La rencontre, organisée par La Gueule Ouverte et Contact-Education avait pour thème : Vivre avec l'enfant. C'était un grand champ rempli de tentes et de marabouts. Cette fois, il y avait des expériences concrètes, et des groupes de travail se sont organisés. C'est un peu le point de départ d'une société alternative, dans le domaine de l'éducation au sens large, dans la mesure où des réseaux d'information et d'intervention se sont organisés là.

SPECTACLES

CHER PUBLIC, BONSOIR !

Trois pièces actuellement à la Cour des Miracles (23, avenue du Maine, Paris 15^e).

La Cour des Miracles, c'est un bistro-restau-librairie-théâtre. Les pièces se jouent dans la partie théâtre. A 18 h 30, « la terrine du chef », 15 F pour les parents sans enfants, 8 F pour les enfants sans parent.

Les enfants accompagnés par leurs parents ne paient rien. Leurs parents paient pour eux. Ils paient 8 F par enfant et 12 F par parent.

Donc si vous êtes seul et adulte et que vous voyez un orphelin prendre son ticket, précipitez-vous pour l'adopter vous gagnerez 3 F.

Résumé : 15 F pour les grands, 8 F pour les petits.

Résumé : 12 F pour les grands qui ont des petits.

La pièce démarre un peu lentement, les personnages sont volontairement outrés. A froid, comme ça, c'est un peu agaçant. Puis, petit à petit, ça vient, on commence à sourire et les enfants n'arrêtent plus de se marrer. Surtout quand le personnage qui s'appelle « gros papa » fait bruyamment la tambouille. Quand on ne rit pas pour un gag, on rit d'entendre rire les gosses. La morale de l'histoire n'est pas très morale. Les enfants (de la pièce) triomphent du perfide « gros papa ».

La pièce veut montrer qu'il ne faut pas toujours écouter les parents car ils sont capables d'être salement faux jeton. Tels qu'on vous connaît, vous vous contenterez d'y

emmener les enfants de vos voisins, mais comme ils sont potes avec les vôtres, vous l'aurez quand même dans le dos jusqu'en bas.

En sortant du théâtre, si vous n'avez rien au frigo vous pourrez vous sustenter sur place. La bouffe vous sera servie dans la partie restaurant.

Les autres pièces, on ne les a pas vues.

Vers 20 h « Tonton couteau », 15 F

Vers 22 h « Occupations », 15 F

On peut voir les trois à la file pour 30 F. Bonsoir mesdames etc.

Dans le genre réchauffé, on va parler brièvement du film de Sautet : Vincent et ses potes. On entend dire par là, que c'est un film qui met les hommes en avant. Les réactions féministes ça fait un peu mémère braquée.

Les hommes là-dedans nous sont montrés avec leurs défauts, leurs qualités, leurs faiblesses et tout le toutim, alors que les femmes, vues au second plan certes, apparaissent beaucoup plus posées, équilibrées, intelligentes. Ça existe mais, trouver dans tout ça des signes phallos, ça fait obsédé.

On a plutôt l'impression que ça va dans le sens d'un genre de ciné actuel où on ose plus montrer de conner de peur de se faire traiter de biroute galonnée. Maintenant, le film, si on va pas le voir on est toujours aussi bête qu'avant mais pas plus.

Berroyer

A NATURE ET PROGRÈS : LE NUCLÉAIRE

LES anciens combattants et les vieux idéologues de l'écologie théorique auront du mal à s'en remettre : choisir ce temple de la représentation du commerce et du capitalisme international qu'est le C.I.P., Centre International de Paris, le Palais des Congrès de la porte Maillot, pour y organiser le sommet écologique de l'année, c'était vraiment de la provocation ou alors c'est que « N et P » (Nature et Progrès) avait une idée derrière la tête ! Une autre provocation de taille aussi, cette idée de réunir dans un « Salon de la Qualité » tous les marchands de soupe bio, de technologies plus ou moins douces et autres matériels non-polluants. Une exposition bien classique pour parisiens tarés et hyper-pollués : Le Salon de l'Auto pour écologistes quoi !

Mais « N et P » avait bien prévu que le ciel (écologique) lui tomberait obligatoirement sur la tête en s'engageant dans la galère du C.I.P. Roland, le Président de « N et P », nous explique ce choix inattendu :

« L'agriculture biologique doit maintenant toucher la grande masse des Français et non plus le petit noyau écologique déjà convaincu. Pour cela PARIS et le C.I.P. étaient la seule solution pour recevoir une manifestation de masse susceptible d'alerter les médias (presse écrite, radios, télévision) : songez qu'après notre Congrès de Versailles en 1972 il y a eu plus de 600 articles sur l'agriculture biologique, des émissions de télé et de radio. Il faut à tout prix que l'écologie sorte de son trou et atteigne de nouvelles couches. Au point de vue matériel, sans grands moyens au départ, nous allons engager pour ces trois jours des dizaines de millions. Quant au Salon de la Qualité il servira à payer la location du C.I.P. et croyez-moi, nous ne l'organisons pas pour le plaisir ! L'avantage de ce genre de manifestations c'est que nous allons pouvoir frapper un grand coup. Par exemple dans le « nucléaire » avec la réunion pour la première fois dans le monde de nombreux savants opposés à l'atome : nous espérons ainsi parvenir à forcer le mur du silence qui entoure l'énergie nucléaire. Seule une telle organisation, à la merci d'aucun trust ou subvention d'état, peut permettre ces actions à grande échelle. Ensuite peu importe que nous nous fassions traiter « d'épiciers » par les puristes comme à Versailles en 1972 ; à « N et P » nous voyons plus loin. »

Le congrès de « N et P » ça sera un peu pendant trois jours le self-service de l'écologie et, inévitablement, les gloutons se plaindront qu'on peut pas tout voir à la fois. Mais le C.I.P. c'était l'occasion unique d'une dizaine de salles (plus encore si on veut) de 100 à 4000 places ; il fallait en profiter au maximum pour en faire un forum écologique en « non-stop ». Car, pour la première fois dans une assemblée écologique importante, on pourra matériellement se réunir, se diviser, se regrouper par thème et par affinité, discuter en groupes grands ou petits dans autant de salles qu'on voudra, et sans entendre obligatoirement les éternels braillards et coupeurs de poil en quatre comme à Bazoches ou Pierrelatte... Le seul ennui c'est qu'il y aura parfois en même temps 4 ou 5 trucs passionnants pour ceux qui se posent la question : « Comment changer ? », qui est le thème du Congrès.

Le spectacle officiel se déroulera quant à lui dans le « grand auditorium ». Tout le vendredi : agriculture biologique, samedi-matin : agriculture et environnement, lutte biologique, tout ça par des techniciens et chercheurs français, américains, etc. Samedi après-midi : problèmes de l'alimentation actuelle, puis une grande table-ronde sur la commercialisation et la production des aliments bio avec le fameux problème des analyses de résidus de pesticides. En plus des défenseurs de l'agriculture bio il y aura des représentants officiels (Fraudes) et de « Que Choisir », la revue de consommateurs qui a descendu en flammes les produits bio et dont le « meilleur choix » de téléviseurs est... I.T.T.-Océanic. Ça risque de chauffer !! Enfin dimanche deux grands débats de clôture, sur l'énergie nucléaire le matin, et l'aménagement-destruction de la forêt le soir.

Le congrès de N et P viendra à point à la mi-novembre pour essayer de contrebalancer l'opération « coup de poing », comme ils l'appellent, décidée vers le 15 octobre par le gouvernement et EDF pour « informer » le pays sur l'accélération inéluctable du programme nucléaire français. Sont attendus au C.I.P. les professeurs et docteurs Gofman (s'il arrive à se libérer de la lutte antinucléaire aux USA), Tamplin (USA aussi), Gilsberg (Suède), Weisch (Autriche), Monod, Carbiener et Lebreton (France), Kreuzer (Suisse), Herr (France), etc. Devant 4000 personnes et

toute la presse, le silence de l'EDF, face aux accusations et questions sans réponse des scientifiques, risque de faire du « bruit » bien paradoxalement.

Rappelons à ce propos que certains scientifiques étrangers ont accepté d'aller en province pour des conférences ou des conférences de presse (contacter N et P d'urgence pour les « réserves »).

TOUT ça c'était dans le grand auditorium. Mais en parallèle et dans une dizaine de salles seront traités les aspects théoriques et pratiques de la médecine naturelle (alimentation, phytothérapie, homéopathie, acupuncture, problème des vaccinations, etc.), de l'agriculture biologique problèmes du remembrement, agriculture et autarcie, jardinage bio, agriculture biodynamique approfondie, recyclage des déchets urbains, etc.

Trois activités non-stop sont aussi à signaler :

– Les ateliers écologiques, qui mettront en présence ceux qui veulent apprendre et tous ceux qui ont à apporter quelque chose en technologie douce et en production artisanale : inventeurs, industriels, chercheurs officiels ou francs tireurs, gens qui ont des idées et ceux qui les leur piquent, bricoleurs de tous poils...

– Le 1^{er} festival du Film écologique donnera sans interruption pour les écolo-cinéphiles des films excellents, pas seulement sur les petits oiseaux, mais aussi d'écologie politique et de militants.

– Les 2^{es} journées de la Qualité enfin, l'aspect « épicerie fine » du Congrès, vous rappelleront un peu le Salon Agricole avec les producteurs de pinard et de saucissons bio et vous permettront de casser la croûte. Y aura même des associations et des revues écologiques (la G.O. y sera) qui vous proposeront des nourritures plus intellectuelles.

Enfin samedi-matin, n'oublions pas le 3^e festival du Livre de Nature où plus de 50 auteurs bavarderont avec vous et vous graphouneront sur la page de garde de leurs œuvres un autographe inoubliable.

Renseignements pratiques et inscriptions : Permanence parisienne de « N et P » : 15, rue Mesnil, 75016 Paris. – Tél. : 553.86.98.

Non-Tox.

CONFLITS

PRIORITÉ AU SERVICE PUBLIC

Les abonnés n'ont pas reçu « la gueule ouverte ». Et depuis plus de 15 jours ceux qui n'ont pas le téléphone automatique n'ont plus de nouvelles de personne. Déjà les comptes bancaires ne sont plus alimentés et les entreprises, privées de commandes et de liquidités, envisagent le chômage technique pour leurs employés.

Finie l'image du facteur de campagne appuyant sur les pédales du vélo ou pétaradant sur la mobylette du « service ». Parce qu'il n'a pas les diplômes (sic...) – et donc le grade – nécessaires pour conduire la R4 affectée à son service, on l'a mis au bourg d'à côté, où il effectue sa tournée à pied : il a les diplômes pour. En ce moment, il ne distribue rien, c'est la grève.

En temps normal, c'est un bon facteur : pluie ou neige, il est là. Un télégramme en pleine nuit, une communication téléphonique, une commission, il est toujours prêt à rendre service... car son métier c'est le service public.

Service public, une notion oubliée ou galvaudée de nos jours où tout se vend ou doit être vendu. Alors que le service est une aide désintéressée : rendre service, vous connaissez ? Service public, c'est rendre service à tout le monde. Tout le monde, c'est n'importe qui, sans aucune discrimination de quelque ordre que ce soit.

Les PTT service public, c'était, à l'origine, la possibilité pour chacun de joindre la personne de son choix dans les 24 heures : une lettre postée un jour devait arriver le lendemain à son destinataire. C'était un des fondements de la République (Res publica = chose publique), garantissant l'égalité des citoyens dans l'information, la communication. Voilà pour-

quoi on attachait une telle importance au développement des moyens de communication rapides.

Comme ce service public coûtait cher, pour ne pas en laisser la charge totale à la collectivité, on demandait aux usagers de la poste une collaboration, sous forme de timbre poste. Collaboration dérisoire à l'origine, en regard des frais de personnel et de fonctionnement. Qu'importe : la poste était considérée comme fondamentale à la liberté d'expression, comme le chemin de fer l'était à la liberté de déplacement, et donc de rencontre.

Peu à peu – est-ce dû à la main-mise de la droite sur le pouvoir pendant 7 des 8 décennies de ce siècle, 2^e rang européen, après l'Espagne – les dépenses de la nation ont pris des orientations différentes. La priorité a changé de camp. Les dépenses militaires et de prestige, les aides à des réalisations d'un intérêt public plus que douteux ont peu à peu relégué les services publics dans le camp des pertes sèches. Premiers frappés, les chemins de fer de campagne, moins rentables que les grandes lignes. Leur disparition a hâté la désertification des campagnes, redevenues des endroits reculés, difficiles d'accès. Sans voiture, aujourd'hui, le campagnard est isolé, et ne peut se livrer à aucune activité économique.

Puis les écoles ont été fermées, contraignant les enfants à plusieurs heures de car par jour, à moins que les parents ne déménagent.

L'aide médicale, elle aussi, a été négligée : de grands hôpitaux dans les villes, insuffisants en nombre ; dans les campagnes, presque rien, si ce n'est quelques cliniques privées dont il vaut mieux souvent ne pas parler.

On suivi la fermeture des petites écoles et la détérioration de l'aide médicale.

Maintenant, la poste. Déjà, quand les circuits de téléphone sont occupés, une taxe supplémentaire permet d'obtenir satisfaction à la minute. Règne du fric toujours, deux tarifs postaux : le cher, pour que le service public soit assuré nor-

malement, le moins cher, pour les pauvres qui n'ont qu'à ne pas être pressés. Les entreprises, elles, ont un tarif spécial, qui leur permet d'inonder les gens – en surchargeant les employés déjà trop peu nombreux – de publicités et autres inepties. Qui n'a jamais jeté la moitié au moins d'un courrier reçu ? La population augmente et n'est plus illettrée, le trafic postal croît, c'est normal. Mais, comme dans toutes les autres administrations, on mégotte sur les crédits. Côté éducation l'état a ouvertement aidé les écoles privées, il y a dix ans, à concurrencer l'école laïque et gratuite. La SNCF est contrainte d'augmenter ses tarifs, pour équilibrer son budget, sinon c'est la privatisation.

Pour les PTT, même menace : la participation de l'utilisateur doit maintenant couvrir toutes les dépenses. Pensez-vous à supprimer les courriers inutiles ? Ou à ne privatiser que la poste commerciale ? Car, en fait, le service public doit-il servir le commerce particulier ?

La privatisation, c'est tout dans les dents de l'utilisateur : le timbre-poste à 1,50 F, l'anonymat de la correspondance et le secret de l'enveloppe entre les mains des sociétés d'économie mixte qui, comme pour les autoroutes, empochent les subventions d'état et les bénéfices : des deux côtés c'est le cochon de payant qui casque pour le personnel, c'est la fin de tout un esprit. Travaillera-t-on aux PTT comme chez Dassault ?

A l'heure de la privatisation, défendons les services publics ! De la vie dont il nous reste si peu, quelques bastions demeurent, mal gardés comme les PTT. Confieriez-vous votre courrier à Dassault ou à ITT (CIA même combat) ?

Comme me disait le brigadier du patelin : « voyons, madame, pourquoi craindre les vérifications d'identité ? Celui qui les refuse est celui qui a quelque chose à se reprocher ».

Auriez-vous quelque chose à cacher à ITT ?

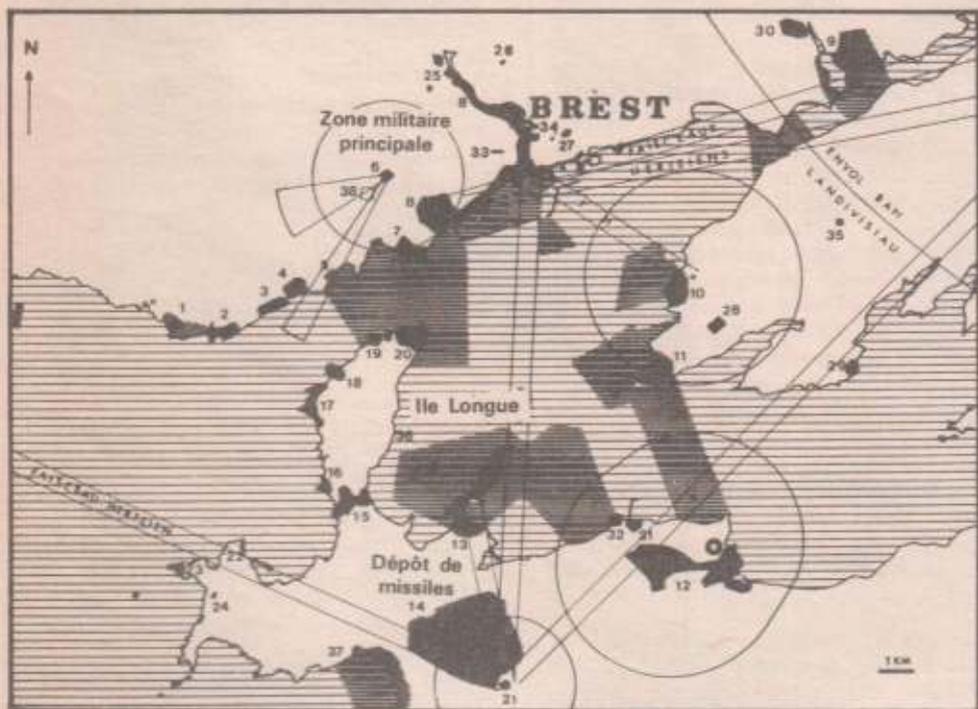
Laetitia Blars

GISCARD AU SANCTUAIRE

VILLE-FORTERESSE, état de siège; 13 h 30, la sirène appelle les ouvriers de l'arsenal. Sur un pavé de la promenade qui longe une partie de la rade de Brest, une croix dessinée à la craie: l'emplacement de l'amiral, souvenir d'un ancien défilé. Derrière les grillages qui défendent le dépôt de missiles de Guenvez, les chiens s'ennuient: les grandes manœuvres de l'été (simulation d'attaque par les « rouges ») sont terminées. C'est drôle; ces régions-là, faut toujours qu'on leur trouve une vocation! Brest, c'est la vocation militaire; du temps de de Gaulle, on appelait ça « les ambitions océaniques ». Avec Pompidou, c'était devenu « le complexe de réparation navale ». Cette fois, ce n'est sûrement pas du balcon de l'Hôtel de Ville que Giscard d'Estaing définira les nouvelles orientations de la Défense nationale: ici, les visites présidentielles ont toujours été un fiasco. Pourtant, le docteur Jacquin, conseiller général, ex-maire de Crozon, jubile: le 7 novembre, les maires de son canton seront à l'aéroport de Guipavas pour accueillir le président. Normal: l'île Longue, le « sanctuaire de la troisième génération de la force de dissuasion française », c'est chez eux. Mais, pendant que les syndicats défilent dans les rues de Brest pour la défense de l'emploi, c'est pour un lycée et une patente sur la pyrotechnie qu'ils plaident... L'armée? « On fait avec! » Bien sûr - l'offensive menée récemment par les pêcheurs contre le projet de raffinerie de Lanvian le prouve - la résistance serait aujourd'hui beaucoup plus forte face à l'implantation d'une base comme celle des sous-marins nucléaires de l'île Longue; pourtant les syndicats, de plus en plus sensibles aux arguments de l'Union Démocratique Bretonne sur les effets stérilisants de la présence militaire, commencent à peine à envisager une alternative au cercle vicieux armée-

emploi. En Bretagne, un fonctionnaire sur quatre est employé par l'armée; à Brest, l'arsenal compte plus de 7000 ouvriers, l'île Longue plus de 400. « Ici, beaucoup d'ouvriers ressentent cette situation comme une sorte de fatalité », explique un représentant de la CFDT. L'île Longue? On en parle plus, même chez les pêcheurs interdits de pêche autour de la presqu'île; cette affaire-là, c'est comme une vieille opération de l'appendicite. De temps en temps, on ressort les classiques: l'affaire du chalutier éperonné et coulé par le Redoutable au large de Camaret, l'affaire du pétrolier Myrina interdit de séjour dans la rade. Les mystères de la préfecture maritime ajoutent encore au tableau d'une crédibilité de notre force de dissuasion qui se serait égarée dans un film de Bond: visite annoncée puis démentie de Françoise Giroud dans le sanctuaire de l'île Longue, escales de plus en plus nombreuses de chalutiers russes (paraît qu'avec des micros, on peut établir le code des bruits particuliers à chaque sous-marin) largement commentées par l'U.D.B. Enfin, il y a chez les autorités militaires une incapacité à définir une attitude claire vis-à-vis des militants du Parti Communiste qui travaillent à l'île Longue ou au dépôt de Guenvez. Situation extrêmement confuse qui déroute admirablement les syndicats. Quant à la presse locale, c'est le spécialiste « marine » du Télégramme qui l'écrit, elle vient à peine, avec l'opposition de la Marine Nationale au projet de construction d'une école nationale d'application de travaux sous-marins, de mettre « le doigt sur un point sensible, à savoir la main mise absolue de la marine sur la rade et l'obstacle infranchissable qu'elle peut représenter »...

Monique Gironde



SIGNES ET SYMBOLES

- | | | | |
|--|--|--|---|
| | occupation militaire totale du sol | | établissement militaire isolé de nature quelconque |
| | périmètre d'isolement (carte de la région brestoise) | | école militaire |
| | zone terrestre sous servitude défense (non aedificandi) | | projet d'implantation |
| | zone maritime sous servitude militaire (de l'interdiction de mouillage à l'interdiction permanente ou périodique de toute navigation civile) | | présence simultanée de nombreux établissements militaires impossibles à figurer isolément |
| | servitude non altus toluendi (limitation de hauteur des constructions pour raisons militaires: aviation et radio (carte de la région brestoise)) | | établissement paramilitaire dépendant de la Police Nationale ecivites |
| | zone de manœuvres fréquentes | | gendarmerie nationale de chef-lieu de canton |
| | | | établissement « civil » travaillant sous contrôle ou pour des buts militaires |

SUR LE TERRAIN



IL FAUT METTRE A LA RETRAITE LE PDG DE L'EDF

Dans « Science et Vie » du mois d'octobre 1974, Marcel Boiteux, directeur général de l'EDF, écrit enfin publiquement ce que beaucoup le soupçonnaient d'avoir dit en privé: « N'est-ce pas d'ailleurs une évidente et dangereuse illusion que de vouloir extirper de notre héritage toutes difficultés, toutes responsabilités, que de vouloir transmettre à nos descendants un monde sans problèmes? »

Jusqu'à notre époque, quand un homme se lançait dans une entreprise dépassant l'échelle humaine, il laissait le chantier aux bons soins de ses descendants, à charge pour eux de terminer l'œuvre ou d'abandonner l'ébauche. Ces derniers, en effet, étaient libres d'achever l'investissement à eux destiné, ou de le négliger et de préférer consacrer leurs forces à des opérations leur paraissant plus utiles.

Désormais, nous ne laisserons pas à nos héritiers des investissements en cours à leur usage, mais un équipement de production vidé de toute possibilité au profit de notre égoïsme glorieux, et les montagnes de déchets induites par notre formidable gaspillage. Désormais, la succession, dont la dimension dépasse toujours l'échelle humaine, leur sera imposée, sans possibilité de choisir une autre voie et de négliger cette écrasante et mortelle inutilité.

Ainsi, Marcel Boiteux juge sain de laisser nos descendants s'empêtrer dans les pièges retors mis en place par une politique et une technologie inconsciente.

Ainsi, Marcel Boiteux soutient monstrueusement que nous ne devons pas craindre de laisser à nos descendants les responsabilités qui sont les nôtres, que l'on se cache, que l'on nous cache! C'est la version tartuffe du « Après moi, le déluge! ». Marcel Boiteux préconise en fait une politique irresponsable, indigne du directeur général d'une entreprise publique quelque elle soit.

Nous devons donc réclamer impérativement la mise à la retraite d'office de Marcel Boiteux, manifestement dépassé par les responsabilités que tendent à faire peser sur ses épaules les problèmes insolubles soulevés par l'énergie nucléaire. Car, vis-à-vis de l'avenir et devant nos enfants, nous sommes responsables de son irresponsabilité.

Projet de pétition:

Les soussignés, responsables de l'avenir de leurs propres enfants ou simplement conscients des graves problèmes que fait peser l'utilisation de l'énergie nucléaire sur l'avenir de l'humanité:

constatant que Marcel Boiteux, directeur général de l'EDF, par un article paru dans le numéro d'octobre 1974 de la revue « Science et Vie », suggère en substance que les responsabilités que son administration prend en multipliant les déchets radio-actifs soient éludées et transmises à nos descendants, exigent que Marcel Boiteux, ayant fait ainsi la preuve de son irresponsabilité, soit mis à la retraite d'office.

Jean Castel

AU LARZAC, L'ARMÉE « NETTOIE » LES NIDS DE VIPÈRES

Depuis des siècles, l'équilibre animal est assuré sur ces hauts plateaux, et ce n'est pas une piqûre de vipère à une brebis qui empêche l'élevage: les bergers ont leur méthode et leur seringue de sérum.

Or, voilà que, protectrice des vacanciers, l'armée du camp s'est crue bien inspirée en traitant les vipères du Causse avec des produits chimiques jetés par hélicoptère. On l'a fait pour les moustiques sur le bord de la mer, pourquoi ne pas le faire pour les reptiles? Et allez donc!

Barthe Abel

BOUFFE PARALLÈLE

● La biobouffe, circuit parallèle d'approvisionnement en produits alimentaires, a quitté son local de la rue du Faubourg du Temple. Un groupe s'est reconstitué dans le 11^e, avec un petit nombre de gens décidés et assez disponibles.

On se voit, et il y en a un qui propose d'aller chercher le pain, l'autre des noix et du miel, l'autre du sucre, on demande à une communauté de nous ramener des châtaignes, du maïs, des pommes et c'est parti. Ça tourne, pas besoin d'organisation des tâches, de comptes.

Où en sont les autres coop? Où en êtes-vous? J.P. Pillet, 8, rue de la Fontaine du Roi, 75011 Paris.

André Liberman, 5, rue Bachelet, 75018 Paris.

● Brest. Une coop bio s'est formée, 25, rue de Treorreau, 4 bis, rue de Keradem, 29200 Brest. Permanence assurée: mardi et jeudi de 17 à 20 h, samedi de 14 à 18 h.

PRENEZ GARDE AUX CHASSEURS!

Dans les derniers jours de septembre, à Chavosse (Seine et Marne), un ouvrier agricole engagé comme vache garde-chasse, a eu la mauvaise idée de vouloir empêcher les chasseurs de tirer du côté des maisons du village, comme ils le font chaque année. Rossé, mis à sang, il gisait dans le fossé tandis que les vaillants Nemrods brandissaient sur sa tête un énorme bloc de pierre, comme pour l'achever. Un voisin s'interpose, carabine en main: « Arrêtez ou je tire! »

Un ami de l'endroit, M. Pierre Bouret qui combat pour l'écologie depuis plusieurs années, a été se plaindre de ces faits au garde-chasse fédéral et du plomb qui volait dans les jardins en dépit des enfants. Réponse: « Pas de quoi s'inquiéter, c'est le tir courbe », rigoureusement sic. M. Bouret se souvient d'avoir vu, depuis le début de sa campagne antichasse, les mêmes héros lui braquer le fusil sur le ventre: « Avance si tu l'oses... » Il est décidé à mener une action collective et demande à tous les lecteurs de la G.D. de se joindre à lui pour obtenir au moins un décret pour la sécurité des habitants ruraux. Pierre Bouret, Chavosse par Bussièrès, S. et M.

F. D'Eaubonne

COMMUNES

Cévennes. Maisons isolées, 10 ha. Landes, châtaigniers, prés, rivière. Alt. 400 m. Nombreuses possibilités: potager, petit élevage, apiculture, salmoniculture, eau chaude solaire, production ultérieure d'énergie hydroélectrique. Ex-ingénieur, partisan retour à la terre, agriculture biologique, technologies douces, cherche partenaires ayant de préférence connaissances ou expériences en agro bio, maçonnerie, charpente, hydraulique, petite mécanique, etc., de bonne volonté! Avec choix de deux possibilités de base: coopérer travaux ruraux, restauration bâtiments, équipement général; ou bien, achat bas prix, d'un bâtiment + 3 ou 4 ha. Tout intéressé peut venir y résider pour la durée de son choix. Ecrire au préalable avec maximum d'informations à Alain De Hees, Sanson, St-Andéol de Clerguemort, 48160 Collet-de-Dèze.

LA PAGE D'ARTHUR



Soyez gentils, soyez économes, ne gaspillez pas, ne consommez pas trop, ne jetez pas vos chaussettes trouées, ravaudez-les. Aidez le Système à se survivre. Soyez sympas, quoi!

Si vous ne le faites pas de gré, chers concitoyens, on vous l'imposera de force, petits cons!

Il est si peu sûr de lui, le système où l'on vit, qu'il s'est senti obligé de créer un ministère de la qualité de la vie! Comme si tous les ministères, armée, police, travail, justice ne pesaient pas sur la qualité de nos vies. Comme si la vie, dans ce régime, pouvait être « de qualité ». Si on voulait vraiment faire quelque chose en haut lieu pour la qualité de nos vies, on commencerait par supprimer les ministères, qui ne sont que les fondés de pouvoir du capitalisme. On rendrait son pouvoir au peuple, pas aux représentants du peuple, nuance, qui jugerait ensuite ce qui est bon ou mauvais pour la qualité de sa vie. On verrait bien si les gens continueraient à travailler toute une vie pour remplir leurs cuisines de trucs en inox et leurs garages de choses en tôle. Si le capitalisme libéral, (asservi en fait aux trusts multinationaux), voulait nous faire plaisir, nous rendre en somme l'usage de nos vies, il commencerait donc par se suicider. Allez Giscard, un beau geste! C'est ça, le changement.

■ Hélas, il aime la vie, le capital. Il n'a pas noyé toutes les révolutions sous la mitraille ou les légions d'honneur pour céder aujourd'hui devant un vague problème énergétique. Il saura faire front, haut les cœurs, sonnez hautbois, mon centre est enfoncé, mes ailes sont débordées, j'attaque. Faut dire que la pugnacité de l'ennemi est bien émoussée. Ce ne sont pas les analyses de la gauche actuelle qui vont donner la migraine au pouvoir. Aussi lance-t-il, en toute quiétude, sa grande offensive d'hiver, annoncée ces jours-ci par le fantassin Jarrot, ministre de la qualité de la vie. Il s'agit de la lutte contre le gaspillage, analysée dans le rapport Gruson. On vivait sous un capitalisme au grand pied, dispendieux, sauvage. On vivra sous un capitalisme gagne-petit, grippe-sou, avare. Après avoir glorifié la chacun pour soi, et le dieu reconnaîtra les siens, le capital veut désormais « vivre en communauté », partager, éconômiser, réorienter sa croissance vers la production de biens durables. Touchant mea culpa! Des objectifs écologiques, il ne retient que l'écume. Sa marche arrière sans visibilité, prévue depuis deux ans par Mansholt et le Club de Rome, n'est qu'une opération publicitaire; sous l'affiche, le vide.

■ On va donc, j'examine le catalogue Jarrot, ramasser les épaves de voiture, les bouteilles vides, les huiles usées, les ressorts de matelas, les vieux papiers. C'est pas un ministre, Jarrot,

c'est une benne basculante. En même temps on continuera à construire des voitures neuves à tirelarigo, à exporter des missiles et des chars d'assaut, à sauver le Concorde et à solliciter sans barguigner les forces physiques et morales d'une classe ouvrière qui ne croit plus à ce qu'elle fait. On va, poursuit Jarrot - qui reprend les thèses du rapport Gruson - obtenir un meilleur coefficient de remplissage des avions, transporter les denrées par ballons dirigeables, surveiller les coups de téléphone trop longs, moraliser la publicité mensongère... Comme vous le voyez, des mesures vitales. On va enfin, conclut Jarrot, donner au peuple une conscience patrimoniale et revaloriser le travail manuel. La France est notre patrimoine et notre force, ce sont nos bras. C'est déjà ce que disait Pétain, le roi de la lessiveuse. Les vertus éternelles de notre peuple ne sont pas mortes, et Jarrot n'a pas tort de pomper dans cette mythologie inépuisable d'où sortent les majorités silencieuses et apolitiques. Le journal patronal « Entreprise » lui fait écho dans son dernier numéro: « Les économies occidentales sont sorties de leur désarroi parce que les économies de guerre leur avaient imposé leurs objectifs et leurs disciplines mobilisatrices. Il serait préférable de ne pas concevoir l'issue de la crise pétrolière actuelle dans une sorte d'économie de guerre - encore que cette image ne doive pas être écartée: peut-être sera-t-il finalement judicieux de mettre en place des systèmes de rationnement. » La troisième guerre mondiale commence!

■ Soyons justes: le rapport Gruson n'est pas seulement ce qu'en a retenu Jarrot, une cahute de chiffonnier. Il examine aussi quelques idées avancées depuis belle lurette par les écologistes: énergie solaire, aquaculture, géothermie, vélo, transports en commun, rues piétonnières. L'ennui, c'est que leur mise en application est totalement incompatible avec ce qui a fait jusqu'ici le charme voyant du capitalisme: énergie nucléaire, pollution effrénée du littoral, urbanisation à la Balkany-Merlin, production de voitures-à-jeter-tous-les-ans, pillage généralisé des ressources naturelles. Si on voulait par exemple sauver le littoral, il faudrait aujourd'hui même, pas demain, aujourd'hui, cesser d'édifier des marinas-pieds-dans-l'eau, stopper les projets de centrales nucléaires sur les côtes, détruire Fos-sur-mer et toutes les usines qui prennent la mer pour leur poubelle privée, arrêter d'importer du pétrole dans des tankers de 500000 tonnes, mettre les forages sous-marins au rancart, fusiller tous ceux qui envisagent d'exploiter les nodules métallifères qui dorment au fond des océans, et interdire l'utilisation des engrais et produits chimiques divers qui finissent - par ruissellement - à la mer. Autant dire que ce serait l'apocalypse du capitalisme. Alors, le rapport Gruson? Disons un clystère pour purger le malade des toxines accumulées en un demi-siècle d'anarchie économique. La logique interne du système lui interdit d'être réellement écologique. C'est pas demain la veille que « la Gueule Ouverte » sera le journal officiel

de la république giscardienne non-violente, autogérée, libertaire et décentralisée. Quand ce jour viendra, on aura plus besoin ni de Giscard, ni sans doute de journaux. Qu'est-ce qu'on va s'ennuyer!

■ Le problème du système, c'est l'énergie qui lui permet de sauver son pouvoir hiérarchisé. Le miracle industriel de l'Europe, - simple mirage, on le voit maintenant - était basé sur la quasigratuité du pétrole, une ressource naturelle pour ainsi dire volée aux pays producteurs. Pétrole rare, pétrole cher, nos anciens bougnoules ont retenu nos leçons commerciales. Nous voilà contraints de travailler pour les arabes en payant leur pétrole avec la sueur de nos fronts, grâce à l'exportation de produits manufacturés. Voilà Sauvagnargues, diplomate lèche à la française, obligé d'aller discuter le bout de gras avec un guerillero palestinien, alors qu'on laisse un Massu au chômage! Que de changements en dix ans! La France n'est plus la France. Tout est perdu, même l'honneur. Notre dernière carte, c'est l'énergie nucléaire. De ce côté-là également, le pouvoir doit mettre les gants, vu la montée des périls contestataires. Il doit informer les citoyens. Vous vous rendez compte! Les informer. Les conseils régionaux donneront leur avis sur les sites choisis jadis en grand secret par les technocrates de l'EDF. Avec tous ces gens au courant, qui discutent, pinaillent et renâclent, gouverner va devenir impossible. Et si les conseils régionaux, des notables heureusement, avaient l'idée saugrenue de refuser les centrales nucléaires? Mais ça serait la fin du monde. Rassurez-vous, le pouvoir a prévu le coup: il n'est pas question de remettre en cause les treize réacteurs nucléaires de 1000 MgW déjà en chantier, pas plus que l'usine Eurodif d'enrichissement de l'uranium qui les approvisionnera. Alors, ensuite, on verra bien. Mais la marche arrière ne sera pas réaliste, pour sûr.

■ Jarrot et le rapport Gruson ignorent bien entendu les problèmes posés par une technologie made in USA et l'empilage de réacteurs d'une puissance (1000 MgW) jamais testée dans le monde. Ils laissent aux syndicats (CFDT du CEA) le soin de crier casse-cou en ajoutant que, de toute façon, « on a pas le choix. » Faudra faire avec. Mais comme la pollution thermique - la plus sensible, mais elle n'est pas la seule - devient une préoccupation nationale depuis le coup du Rhône à 30 degrés (1), ils apportent une idée qui aurait intéressé feu Ferdinand Lop: insérer les centrales atomiques dans le cœur des villes et des zones industrielles (2). Pour récupérer la chaleur des réacteurs et la destiner au chauffage urbain. On sait en effet que 60% des calories produites par la fission de l'atome se « perdent » dans la nature. Ce gaspillage ne pouvait manquer d'alerter Jarrot. Hélas: le transport de ces calories est impossible, disent les experts: « Il faudrait transformer la Seine, la Loire, le Rhône ou la Garonne en fleuves d'eau chaude, ajoutent-ils, et vous imaginez les hurlements des gens. » On ima-

gine, en effet les hurlements corporatistes des constructeurs de piscines chauffées devant cette concurrence déloyale.

■ Changeons de boutique pour conclure sur une belle parabole: le France, avec les USA et l'Angleterre a mis son veto à l'exclusion de l'ONU des racistes sudafricains. Pour guérir une brebis galeuse, a dit le diplomate français de corvée, vaut mieux la garder dans le troupeau que la mettre en quarantaine. Bizarre leçon prophylactique! J'étais encore sous l'émotion de ce discours humanitaire lorsque je lus dans un journal la nouvelle brève suivante:

« Une mission commerciale française officielle, comprenant une trentaine des présidents-directeurs-généraux des plus importantes sociétés de France, entamera le lundi 4 novembre une visite d'information d'une semaine en Afrique du Sud. La délégation, qui sera conduite par M. Bertrand Larrera de Morel, directeur des relations économiques extérieures (D.R.E.E.) du ministère des Finances, sera notamment composée des responsables de Creusot-Loire, S.P.I.E. Batignolles, Rhône-Poulenc, Pêchiney, Ugine-Kuhlmann, C.G.E., U.T.A. et des dirigeants de plusieurs banques françaises. »

Creusot-Loire, Pêchiney-Ugine-Kuhlmann et C.G.E. sont les constructeurs francomultinationaux de ces centrales nucléaires que l'Afrique du Sud réclame à ses généreux défenseurs européens. Tout s'explique. On ménage les clients, hein, les humanistes! Finalement, on avait pas changé de boutique.

Arthur

(1) Un ancien directeur du cabinet de Pujade, ministre de l'environnement de Pompidou, Jacques Belle, avait révélé dans « Le Monde » que le Rhône nucléarisé aurait le tièdeur allangue des fleuves tropicaux.

(2) Alors que les capitalistes américains eux-mêmes avouent qu'une centrale ne doit pas être construite à moins de 20 kms d'une agglomération.

GUEULE OUVERTE

Fondateur : Pierre Fournier
 Rédacteur en chef : Isabelle
 Mise en page : Michel Chânel
 Rédaction : 331.17.93
 Administration : Presses de la Bûcherie
 8, rue de Condé, 75006 - 033.47.02
 Directeur de la publication : Michel Lévêque
 Dépôt légal : 3^e trimestre 1974
 Imprimerie « LES MARCHÉS DE FRANCE »
 44, rue de l'Ermitage, 75020 PARIS
 Distribution N.M.P.P.